

BUDGET DE DÉPENSES

2015 • 2016



Budget des organismes autres que budgétaires

RIGUEUR ET RESPONSABILITÉ

BUDGET DE DÉPENSES

2015 • 2016



Budget des organismes autres que budgétaires

pour l'année financière se terminant le
31 mars 2016

Déposé à l'Assemblée nationale conformément
au paragraphe 3.1 de l'article 77 de la
Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01)
par monsieur Martin Coiteux,
ministre responsable de l'Administration gouvernementale
et de la Révision permanente des programmes
et président du Conseil du trésor

Budget de dépenses 2015-2016

Budget des organismes autres que budgétaires

Dépôt légal - Mars 2015

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-2-551-25641-9 (imprimé)

ISBN 978-2-551-25642-6 (en ligne)

TABLE DES MATIÈRES

NOTES EXPLICATIVES

1. Objet du Budget des organismes autres que budgétaires	7
2. Contenu du volume Budget des organismes autres que budgétaires 2015-2016	7
3. Termes apparaissant au Budget des organismes autres que budgétaires 2015-2016	8
4. Changements survenus à la répartition des organismes autres que budgétaires par portefeuilles	10

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Prévision des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016	13
---	----

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Affaires municipales et Occupation du territoire	19
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	23
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	27
Conseil exécutif	33
Culture et Communications	37
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	61
Économie, Innovation et Exportations	65
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	71
Énergie et Ressources naturelles	83
Finances	93
Forêts, Faune et Parcs	107
Justice	113
Relations internationales et Francophonie	123
Santé et Services sociaux	129
Sécurité publique	143
Tourisme	149
Transports	157
Travail, Emploi et Solidarité sociale	167

NOTES
EXPLICATIVES

1. OBJET DU BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

La Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01) prévoit que le président du Conseil du trésor doit déposer, lors du dépôt du budget de dépenses, les prévisions de revenus et de dépenses des organismes autres que budgétaires.

2. CONTENU DU VOLUME BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES 2015-2016

Le volume Budget des organismes autres que budgétaires présente des informations financières notamment sur les revenus des organismes, leurs dépenses et leurs investissements.

De plus, l'information concernant la mission, les sources de revenus ainsi que les explications sur les variations des prévisions budgétaires sont indiquées au volume, le cas échéant.

L'information sur chacun des organismes est regroupée par portefeuille ministériel et se divise en deux sections.

PREMIÈRE SECTION : SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Cette section présente, par portefeuilles, les prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 de chaque organisme.

DEUXIÈME SECTION : BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Cette section présente les prévisions des résultats 2015-2016 des organismes autres que budgétaires ainsi que leurs résultats probables pour 2014-2015. De façon plus précise, la section se compose des éléments suivants, et ce, pour chacun des portefeuilles ministériels :

- Un tableau « Prévisions de revenus et de dépenses de l'exercice financier 2015-2016 » présentant les informations concernant les prévisions de revenus et de dépenses de chaque organisme autre que budgétaire ainsi que le total pour le portefeuille;
- De l'information est également présentée, pour chacun des organismes autres que budgétaires, concernant notamment :
 - La présentation de l'entité, c'est-à-dire la mission ou la raison d'être de l'entité ainsi que ses sources de revenus;
 - Les prévisions budgétaires de l'entité, des explications sur les variations significatives entre le budget 2015-2016 et la donnée probable 2014-2015 concernant les revenus, les dépenses et les investissements.
- Un tableau indiquant, pour chaque organisme autre que budgétaire, les prévisions des résultats 2015-2016 et les résultats probables pour 2014-2015. L'information porte notamment sur les revenus, les dépenses et les investissements. Elle inclut également un suivi sur l'évolution du surplus ou du déficit cumulé de l'organisme ainsi que de l'information sur les sommes empruntées ou avancées.

Les opérations des organismes exerçant une fonction juridictionnelle sont présentées dans le cadre de leur fonds respectif dans le volume Budget des fonds spéciaux. Ces organismes sont :

- Le Bureau de décision et de révision;
- La Commission des lésions professionnelles;
- La Commission des relations du travail;
- Le Tribunal administratif du Québec.

3. TERMES APPARAISSANT AU BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES 2015-2016

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Pour chacun des organismes autres que budgétaires, le budget regroupe les différents éléments concernant les prévisions suivantes :

- Les revenus de l'organisme;
- Les dépenses de l'organisme;
- Le surplus ou le déficit de l'exercice et cumulé de l'organisme;
- Les investissements de l'organisme;
- Les sommes qu'il emprunte ou qui lui sont avancées.

Il importe de noter que ces prévisions ne tiennent pas compte des éliminations des opérations réciproques entre entités qui peuvent être considérées dans d'autres documents budgétaires.

DÉPENSES

Les dépenses comprennent celles reliées à la rémunération, au fonctionnement incluant l'amortissement des immobilisations, aux dépenses de transfert visant à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes et au service de la dette comprenant les frais financiers et autres.

INVESTISSEMENTS

Les investissements comprennent les sommes prévues notamment pour les immobilisations, incluant celles en ressources informationnelles.

REVENUS

Les revenus de transfert provenant du portefeuille ministériel sont présentés distinctement de ceux provenant d'autres sources de revenus.

De façon générale, ces revenus provenant du portefeuille ministériel correspondent aux dépenses prévues au volume **Crédits des ministères et organismes** du Budget de dépenses 2015-2016 à la supercatégorie « Transfert » de ce portefeuille. Des écarts peuvent toutefois être constatés en raison de revenus reportés comptabilisés par certains organismes autres que budgétaires.

Les autres revenus comprennent notamment ceux en provenance des autres ministères, d'autres organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux, d'entreprises du gouvernement, de transfert du gouvernement fédéral et d'autres sources, telles que des taxes ou des droits et permis.

SURPLUS (DÉFICIT) DE L'EXERCICE

L'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice constitue un surplus. À l'inverse, un déficit est constaté lorsque les dépenses sont supérieures aux revenus.

SOLDE DES EMPRUNTS AUPRÈS DU FONDS DE FINANCEMENT

Ces emprunts regroupent ceux contractés auprès du Fonds de financement.

SOLDE DES EMPRUNTS AUPRÈS D'AUTRES ENTITÉS

Ces emprunts regroupent ceux contractés auprès de toute source autre que le Fonds de financement et le fonds général. Ils comprennent entre autres les emprunts effectués auprès d'une autre entité du périmètre comptable du gouvernement.

SOLDE DES AVANCES AU (DU) FONDS GÉNÉRAL

Ces avances regroupent toutes les sommes avancées par l'organisme au fonds général ou celles avancées par ce dernier à l'organisme.

4. CHANGEMENTS SURVENUS À LA RÉPARTITION DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Certains organismes autres que budgétaires se sont ajoutés à la responsabilité d'un titulaire ou ont été déplacés sous la responsabilité d'un autre, ont changé de statut, de dénomination ou n'apparaissent plus au Budget de dépenses 2015-2016 par rapport à 2014-2015.

Un signe (+) indique l'ajout d'un organisme autre que budgétaire.

Éducation, Enseignement supérieur et Recherche

Les organismes qui se trouvaient sous la responsabilité des portefeuilles « Éducation, Loisir et Sport » et « Enseignement supérieur, Recherche et Science » sont maintenant regroupés sous le nouveau portefeuille « Éducation, Enseignement supérieur et Recherche ».

Énergie et Ressources naturelles

(+) La Société du Plan Nord a été ajoutée à ce portefeuille.

Travail, Emploi et Solidarité sociale

Les organismes qui se trouvaient sous la responsabilité des portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Travail » sont maintenant regroupés sous le nouveau portefeuille « Travail, Emploi et Solidarité sociale ».

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Affaires municipales et Occupation du territoire		
Société d'habitation du Québec	1 100 077,0	1 100 077,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		
La Financière agricole du Québec	556 525,6	423 508,7
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Centre de services partagés du Québec	694 800,0	691 000,0
Société québécoise des infrastructures	935 699,0	935 699,0
Conseil exécutif		
Centre de la francophonie des Amériques	2 285,7	2 696,2
Culture et Communications		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	90 478,0	87 869,2
Conseil des arts et des lettres du Québec	108 326,5	108 326,5
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	32 557,5	31 557,5
Musée d'Art contemporain de Montréal	12 584,8	12 584,8
Musée de la Civilisation	32 465,6	31 998,8
Musée national des beaux-arts du Québec	20 225,7	20 520,6
Régie du cinéma	6 761,3	5 600,0
Société de développement des entreprises culturelles	74 428,1	74 155,1
Société de la Place des Arts de Montréal	30 449,4	33 890,7
Société de télédiffusion du Québec	76 941,5	76 456,3
Société du Grand Théâtre de Québec	12 367,5	11 739,0
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
Société québécoise de récupération et de recyclage	43 896,8	43 590,0
Économie, Innovation et Exportations		
Centre de recherche industrielle du Québec	29 902,2	29 828,2
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	5 732,2	5 973,5

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (suite)

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche		
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	62 871,5	66 814,0
Fonds de recherche du Québec - Santé	95 330,5	95 330,5
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	52 613,0	53 302,0
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	35 853,6	36 681,6
Institut national des mines	971,0	1 113,7
Énergie et Ressources naturelles		
Régie de l'énergie	14 225,5	14 422,5
Société de développement de la Baie-James	25 719,0	25 258,6
Société du Plan Nord	78 779,2	78 762,5
Société nationale de l'amiante	-	
Finances		
Agence du revenu du Québec	1 136 281,8	1 158 210,0
Autorité des marchés financiers	150 993,0	124 461,3
Financement-Québec	504 064,8	463 426,7
Institut de la statistique du Québec	27 403,7	27 403,7
Société de financement des infrastructures locales du Québec	672 707,2	685 359,0
Forêts, Faune et Parcs		
Fondation de la faune du Québec	6 810,3	6 669,1
Société des établissements de plein air du Québec	127 824,4	127 231,4
Justice		
Commission des services juridiques	177 344,6	181 564,6
Fonds d'aide aux recours collectifs	1 916,8	4 207,5
Office des professions du Québec	10 175,4	10 885,4
Société québécoise d'information juridique	14 554,2	14 466,1
Relations internationales et Francophonie		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 006,8	2 071,0
Office Québec-Monde pour la jeunesse	5 043,2	5 115,8

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (suite)

(en milliers de dollars)

Portefeuilles	Revenus	Dépenses
Santé et Services sociaux		
Corporation d'urgences-santé	127 255,8	127 255,8
Fonds de l'assurance médicaments	3 573 493,0	3 573 493,0
Héma-Québec	426 792,7	426 792,7
Institut national de santé publique du Québec	68 029,2	68 929,2
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	15 439,5	15 439,5
Régie de l'assurance maladie du Québec	11 761 624,0	11 761 624,0
Sécurité publique		
École nationale de police du Québec	34 428,2	36 928,2
École nationale des pompiers du Québec	2 145,8	2 218,1
Tourisme		
Régie des installations olympiques	42 037,8	45 533,6
Société du Centre des congrès de Québec	23 383,7	27 234,6
Société du Palais des congrès de Montréal	58 496,2	57 198,0
Transports		
Agence métropolitaine de transport	545 489,0	560 752,6
Société de l'assurance automobile du Québec	255 481,0	241 398,0
Société des Traversiers du Québec	125 345,1	128 949,0
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Commission de la capitale nationale du Québec	17 636,1	17 636,1
Commission des normes du travail	71 923,4	63 544,9
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	30 211,7	30 216,6
Régie du bâtiment du Québec	66 806,0	62 904,6
Total	24 316 012,1	24 157 876,6

BUDGET DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES PAR PORTEFEUILLES

Affaires municipales et Occupation du territoire

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Société d'habitation du Québec	1 100 077,0	1 100 077,0
Total	1 100 077,0	1 100 077,0

Société d'habitation du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société d'habitation du Québec (SHQ) relève du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT). La mission de la SHQ vise à faciliter l'accès des citoyennes et des citoyens du Québec à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.

Les activités de la SHQ sont financées principalement par des contributions du gouvernement du Québec et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), ainsi que par des revenus autonomes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la SHQ s'établissent à 1 100,1 M\$ en 2015-2016, soit un niveau comparable aux revenus probables de 2014-2015.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la SHQ s'établissent à 1 100,1 M\$ en 2015-2016, soit un niveau comparable à la dépense probable 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement de la SHQ s'établissent à 138,7 M\$ en 2015-2016, soit une hausse de 20,4 M\$ par rapport aux investissements probables de 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par une hausse des réparations majeures capitalisables sur les bâtiments appartenant à la SHQ dans le cadre du Plan québécois des infrastructures.

Société d'habitation du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	447 258,0	449 129,0
Autres revenus	652 819,0	637 988,0
Total des revenus	1 100 077,0	1 087 117,0
Total des dépenses	1 100 077,0	1 092 727,0
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(5 610,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	5 610,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements	138 707,0	118 258,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(1 082 845,8)	(898 034,8)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(974 858,0)	(1 084 253,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(2 057 703,8)	(1 982 287,8)

Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
La Financière agricole du Québec	556 525,6	423 508,7
Total	556 525,6	423 508,7

La Financière agricole du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Financière agricole du Québec (la Société) est une personne morale, mandataire de l'État, constituée en vertu de la Loi sur La Financière agricole du Québec (RLRQ, chapitre L-0.1) qui a pour mission de soutenir et de promouvoir, dans une perspective de développement durable, le développement du secteur agricole et agroalimentaire. Dans la poursuite de cette mission, la Société attache une importance particulière au développement du secteur primaire.

L'organisation met à la disposition des entreprises des produits et des services en matière de protection du revenu, d'assurances et de financement agricole et forestier adaptés à la gestion des risques inhérents à ce secteur d'activité.

La Société acquitte ses obligations et finance ses activités à partir des sommes qui proviennent notamment du gouvernement du Québec, des contributions des entreprises et des revenus qu'elle tire de ses activités. La Société reçoit également des contributions du gouvernement du Canada pour l'administration des programmes fédéraux.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La baisse des revenus 2015-2016 par rapport à 2014-2015 provient principalement de la diminution de la contribution gouvernementale versée à la Société consécutive à la conjoncture favorable qui prévaut sur les marchés des produits agricoles.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 423,5 M\$ en 2015-2016, soit 32,3 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015.

Cette variation s'explique notamment par une augmentation prévue des dépenses à l'égard du programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles.

LES INVESTISSEMENTS

Le budget des investissements passe de 1,8 M\$ à 1,3 M\$.

La Financière agricole du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	447 352,6	485 000,0
Autres revenus	109 173,0	105 642,0
Total des revenus	556 525,6	590 642,0
Total des dépenses	423 508,7	391 208,1
Surplus (déficit) de l'exercice	133 016,9	199 433,9
Surplus (déficit) cumulé au début	29 470,9	(169 963,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	162 487,8	29 470,9
Investissements	1 300,0	1 762,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(3 116,0)	(4 942,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(59 210,0)	(93 898,0)
Solde des avances au (du) fonds général	(29 294,0)	(29 294,0)
Total	(91 620,0)	(128 134,0)

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Centre de services partagés du Québec	694 800,0	691 000,0
Société québécoise des infrastructures	935 699,0	935 699,0
Total	1 630 499,0	1 626 699,0

Centre de services partagés du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) a pour mission de fournir ou de rendre accessibles aux ministères et aux organismes publics les biens et les services administratifs dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions, notamment en ressources humaines, financières, matérielles, communicationnelles et informationnelles, ainsi qu'en services aériens gouvernementaux.

À cette fin, le CSPQ vise à rationaliser et à optimiser les services administratifs aux organismes tout en s'assurant de leur qualité et de leur adéquation aux besoins. De plus, le CSPQ se préoccupe de la disponibilité de ses services en région et de l'impact économique régional de son action. Il privilégie également le développement d'une expertise interne en matière de services administratifs.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du CSPQ s'établissent à 694,8 M\$ en 2015-2016, en hausse de 1,3 M\$ par rapport aux revenus probables de 2014-2015.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du CSPQ s'établissent à 691,0 M\$ en 2015-2016, en baisse de 2,5 M\$ par rapport aux dépenses probables de 2014-2015.

La variation s'explique principalement par les mesures de réduction des dépenses mises en place dans le cadre du plan de retour à l'équilibre budgétaire.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 92,2 M\$ pour 2015-2016, soit une hausse de 20,1 M\$ par rapport à l'exercice précédent, qui s'explique notamment par la hausse des investissements liés au Réseau national intégré de radiocommunication. Ces investissements sont prévus au Plan québécois des infrastructures.

Centre de services partagés du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	694 800,0	693 500,0
Total des revenus	694 800,0	693 500,0
Total des dépenses	691 000,0	693 500,0
Surplus (déficit) de l'exercice	3 800,0	-
Surplus (déficit) cumulé au début	73 559,6	73 559,6
Surplus (déficit) cumulé à la fin	77 359,6	73 559,6
Investissements	92 246,2	72 127,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(538 172,0)	(520 036,8)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(11 230,6)	(11 917,2)
Solde des avances au (du) fonds général	(17 366,7)	(48 841,1)
Total	(566 769,3)	(580 795,1)

Société québécoise des infrastructures

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société québécoise des infrastructures (SQI) est un organisme autre que budgétaire constitué le 13 novembre 2013 à la suite de la fusion d'Infrastructure Québec et de la Société immobilière du Québec.

La Société contribue à planifier, construire et entretenir le parc immobilier des édifices gouvernementaux conformément aux pratiques les plus exigeantes.

Elle entend mener à bien sa mission qui consiste notamment à développer, maintenir et gérer un parc immobilier qui répond aux besoins de sa clientèle, principalement en mettant à leur disposition des immeubles et en leur fournissant des services de construction, d'exploitation et de gestion immobilière.

La Société a la responsabilité d'assurer la pérennité de l'un des plus grands parcs immobiliers du Québec. Elle doit donc maintenir ses actifs dans un état satisfaisant pour en assurer l'intégrité physique et fonctionnelle à long terme. De plus, elle doit combler les besoins immobiliers des ministères et organismes gouvernementaux en leur offrant des locaux dont la localisation, la disponibilité, la qualité et les coûts répondent à leurs attentes, tout en assurant une occupation optimale, de manière à réduire au minimum les espaces vacants et à gérer rigoureusement la facture de loyer gouvernementale.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la SQI s'établissent à 935,7 M\$ en 2015-2016, en hausse de 1,1 M\$ par rapport aux revenus probables de 2014-2015, en raison notamment de la non récurrence du gain provenant de l'annulation d'un passif, du gel de la tarification des loyers des espaces, de l'impact des nouvelles initiatives livrées au cours de l'exercice 2014-2015 et des gains potentiels sur cession des immeubles.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 935,7 M\$ en 2015-2016, en hausse de 6,5 M\$ par rapport à la dépense probable de 2014-2015, qui s'explique principalement par une augmentation de la dépense d'amortissement.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements prévus pour l'exercice financier 2015-2016 sont de 444,1 M\$, en hausse de 19,4 M\$ par rapport à l'exercice précédent qui s'explique par le report en 2015-2016 de projets prévus initialement en 2014-2015.

Société québécoise des infrastructures

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	935 699,0	934 611,0
Total des revenus	935 699,0	934 611,0
Total des dépenses	935 699,0	929 175,0
Surplus (déficit) de l'exercice	-	5 436,0
Surplus (déficit) cumulé au début	435 509,0	436 750,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin*	428 832,0	435 509,0
Investissements	444 052,0	424 622,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(2 762 938,0)	(2 567 815,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(1 031 324,0)	(1 021 691,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(3 794 262,0)	(3 589 506,0)

* Le surplus cumulé est diminué annuellement du dividende versé au Fonds consolidé du revenu au montant de 6,7 M\$, représentant une tranche du gain de 131,8 M\$ réalisé suite à la vente de trois immeubles en mars 2008.

Conseil exécutif

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Centre de la francophonie des Amériques	2 285,7	2 696,2
Total	2 285,7	2 696,2

Centre de la francophonie des Amériques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de la francophonie des Amériques contribue à la promotion et à la mise en valeur d'une francophonie porteuse d'avenir pour la langue française dans le contexte de la diversité culturelle en misant sur le renforcement et l'enrichissement des relations ainsi que sur la complémentarité d'action entre les francophones et les francophiles du Québec, du Canada et des Amériques.

Il s'intéresse au développement et à l'épanouissement des francophones et des francophiles et soutient le rapprochement des personnes, groupes et communautés intéressés par la francophonie. Il favorise les échanges, le partenariat et le développement de réseaux francophones afin de soutenir des projets structurants liés aux enjeux de société et diffuse l'information concernant diverses thématiques liées à la francophonie.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'année financière 2015-2016, le Centre de la francophonie des Amériques prévoit recevoir une subvention du gouvernement du Québec de 2,1 M\$. De plus, le Centre prévoit des contributions des partenaires ainsi que des revenus d'intérêts sur placement pour un montant totalisant 0,2 M\$. Les prévisions de revenus du Centre s'établissent à 2,3 M\$, soit 0,8 M\$ de moins que les revenus prévus en 2014-2015.

La variation s'explique principalement par le non-renouvellement de la subvention supplémentaire de 0,75 M\$ accordée pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses pour l'année 2015-2016 s'élèvent à 2,7 M\$, soit 1,0 M\$ de moins que les dépenses prévus en 2014-2015.

La variation s'explique par le fait que le Centre doit s'ajuster selon la subvention attribuée pour l'année 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements du Centre s'établissent à 0,6 M\$ en 2015-2016. La hausse de 0,3 M\$ est attribuable à la réalisation du nouveau parcours de la francophonie, pour lequel le Centre utilisera un fonds de réserve prévu à cet effet.

Centre de la francophonie des Amériques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 075,9	2 786,4
Autres revenus	209,8	292,5
Total des revenus	2 285,7	3 078,9
Total des dépenses	2 696,2	3 661,5
Surplus (déficit) de l'exercice	(410,5)	(582,6)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 434,0	4 016,6
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 023,5	3 434,0
Investissements	569,8	282,8
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	(2 646,0)	(2 931,2)
Total	(2 646,0)	(2 931,2)

Culture et Communications

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	90 478,0	87 869,2
Conseil des arts et des lettres du Québec	108 326,5	108 326,5
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	32 557,5	31 557,5
Musée d'Art contemporain de Montréal	12 584,8	12 584,8
Musée de la Civilisation	32 465,6	31 998,8
Musée national des beaux-arts du Québec	20 225,7	20 520,6
Régie du cinéma	6 761,3	5 600,0
Société de développement des entreprises culturelles	74 428,1	74 155,1
Société de la Place des Arts de Montréal	30 449,4	33 890,7
Société de télédiffusion du Québec	76 941,5	76 456,3
Société du Grand Théâtre de Québec	12 367,5	11 739,0
Total	497 585,9	494 698,5

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a été constituée par la Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec (RLRQ, chapitre B-1.2) et a pour mission de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois publié et tout document qui s'y rattache et qui présente un intérêt culturel, de même que tout document relatif au Québec et publié à l'extérieur du Québec.

L'organisme a également pour mandat d'offrir un accès démocratique au patrimoine documentaire constitué par ses collections, à la culture et au savoir, et d'agir, à cet égard, comme catalyseur auprès des institutions documentaires québécoises, contribuant ainsi à l'épanouissement des citoyens.

Enfin, BAnQ a pour mission d'encadrer, de soutenir et de conseiller les organismes publics en matière de gestion de leurs documents, d'assurer la conservation d'archives publiques, d'en faciliter l'accès et d'en favoriser la diffusion. L'organisme est aussi chargé de promouvoir la conservation et l'accessibilité des archives privées.

Les revenus annuels de BAnQ proviennent de subventions du gouvernement du Québec et de contributions de la Ville de Montréal. Les autres revenus sont générés par les amendes, la location d'espaces de stationnement, les ventes et la prestation de services divers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 90,5 M\$ en 2015-2016, soit 3,5 M\$ de plus que les revenus probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par l'augmentation de la subvention relative à la prévision des besoins en service de dette.

LES DÉPENSES

Les prévisions des dépenses s'établissent à 87,9 M\$ en 2015-2016, soit 1,1 M\$ de moins que les dépenses probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par les efforts de réduction des dépenses et la diminution des dépenses d'amortissement.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement s'établissent à 22,5 M\$ en 2015-2016, soit 2,7 M\$ de moins que les investissements probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par une révision du niveau des investissements prévus par l'organisme.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	75 181,2	73 551,8
Autres revenus	15 296,8	13 427,6
Total des revenus	90 478,0	86 979,4
Total des dépenses	87 869,2	89 010,1
Surplus (déficit) de l'exercice	2 608,8	(2 030,7)
Surplus (déficit) cumulé au début	(41 655,7)	(39 362,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(39 046,9)	(41 655,7) *
Investissements	22 496,0	25 149,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(191 266,9)	(189 233,6)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(191 266,9)	(189 233,6)

* Incluant un ajustement au déficit cumulé en 2014-2015 de 0,3 M\$ correspondant à un redressement à l'exercice financier 2013-2014.

Conseil des arts et des lettres du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) a pour mission de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création artistique et littéraire, l'expérimentation, la production et la diffusion. Les domaines dans lesquels le CALQ exerce ses attributions sont la littérature et le conte, les arts de la scène (théâtre, danse, musique, chanson, arts du cirque), les arts multidisciplinaires, les arts médiatiques (arts numériques, cinéma et vidéo), les arts visuels, les métiers d'art ainsi que la recherche architecturale. Le CALQ soutient également le rayonnement des artistes, des écrivains, des organismes artistiques et de leurs œuvres, que ce soit au Québec, ailleurs au Canada ou à l'étranger.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 108,3 M\$ en 2015-2016, soit 12,9 M\$ de plus que les revenus probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par le transfert du soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal, par des transferts de responsabilités entre le ministère de la Culture et des Communications et le CALQ ainsi qu'entre la Société de développement des entreprises culturelles et le CALQ et par la mise en œuvre du Plan culturel numérique du Québec.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 108,3 M\$ en 2015-2016, soit 12,9 M\$ de plus que les dépenses probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par le transfert du soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal, par des transferts de responsabilités entre le ministère de la Culture et des Communications et le CALQ ainsi qu'entre la Société de développement des entreprises culturelles et le CALQ et par la mise en œuvre du Plan culturel numérique du Québec.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement s'établissent à 0,5 M\$ en 2015-2016, soit un niveau comparable à 2014-2015.

Conseil des arts et des lettres du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	106 877,3	94 257,4
Autres revenus	1 449,2	1 215,0
Total des revenus	108 326,5	95 472,4
Total des dépenses	108 326,5	95 472,4
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	60,9	60,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	60,9	60,9
Investissements	510,8	469,8
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(713,9)	(539,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(713,9)	(539,2)

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec a pour objets d'administrer et d'exploiter, dans diverses régions du Québec, des établissements d'enseignement de la musique et des établissements d'enseignement d'art dramatique destinés à la formation professionnelle d'interprètes et de créateurs et à leur perfectionnement.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec, des droits de scolarité perçus et d'ententes de service.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 32,6 M\$ en 2015-2016, soit 1,6 M\$ de plus que les revenus probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par l'augmentation de la subvention du Ministère.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 31,6 M\$, soit 1,0 M\$ de moins que les dépenses probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par les efforts de réduction des dépenses, une optimisation des espaces occupés pour réduire le coût des loyers et la diminution des dépenses d'amortissement.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement s'établissent à 0,7 M\$ en 2015-2016, soit un niveau comparable aux investissements probables de 2014-2015.

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	30 131,5	28 861,4
Autres revenus	2 426,0	2 114,9
Total des revenus	32 557,5	30 976,3
Total des dépenses	31 557,5	32 576,3
Surplus (déficit) de l'exercice	1 000,0	(1 600,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	(13 637,8)	(12 037,8)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(12 637,8)	(13 637,8)
Investissements	706,4	613,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(7 118,9)	(7 239,9)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(37 756,6)	(39 290,5)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(44 875,5)	(46 530,4)

Musée d'Art contemporain de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée d'Art contemporain de Montréal a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Les revenus annuels proviennent de subventions du gouvernement du Québec et du Canada. Les autres revenus sont générés notamment par la billetterie, la location d'espaces et d'expositions, les activités éducatives et culturelles ainsi que les commandites et autres dons.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 12,6 M\$ en 2015-2016, soit 0,7 M\$ de moins que les revenus probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par une diminution de la subvention liée aux efforts de réduction des dépenses visant des gains de productivité ainsi que par la diminution des subventions du gouvernement du Canada et des revenus autonomes, la Biennale de Montréal s'étant déroulée en 2014-2015.

LES DÉPENSES

Les prévisions des dépenses s'établissent à 12,6 M\$ en 2015-2016, soit 0,7 M\$ de moins que les dépenses probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par les efforts de réduction des dépenses et le déroulement de la Biennale de Montréal en 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement s'établissent à 1,3 M\$ en 2015-2016, soit un niveau comparable aux investissements probables de 2014-2015.

Musée d'Art contemporain de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	9 075,8	9 337,3
Autres revenus	3 509,0	3 940,2
Total des revenus	12 584,8	13 277,5
Total des dépenses	12 584,8	13 277,5
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	2 578,7	2 578,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 578,7	2 578,7
Investissements	1 300,0	1 305,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(4 385,5)	(3 188,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(917,9)	(2 040,6)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(5 303,4)	(5 228,8)

Musée de la Civilisation

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée de la Civilisation a pour fonctions de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de notre civilisation et d'assurer une présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec et de revenus autonomes générés notamment par la visite d'expositions, les commandites financières, les événements privés et spéciaux, la location d'espaces, la boutique et les contributions de la Fondation du Musée.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 32,5 M\$ en 2015-2016, soit 1,5 M\$ de plus que les revenus probables de 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation de la subvention du Ministère.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 32,0 M\$ en 2015-2016, soit un niveau similaire aux dépenses probables 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement s'établissent à 8,4 M\$ en 2015-2016, soit 1,5 M\$ de moins que les investissements probables de 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par le parachèvement des travaux majeurs réalisés sur le bâtiment du Musée de la civilisation.

Musée de la Civilisation

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	25 462,7	24 515,7
Autres revenus	7 002,9	6 468,7
Total des revenus	32 465,6	30 984,4
Total des dépenses	31 998,8	31 912,5
Surplus (déficit) de l'exercice	466,8	(928,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	(343,3)	584,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	123,5	(343,3)
Investissements	8 358,1	9 830,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(44 519,5)	(33 981,9)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(7 743,8)	(12 064,3)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(52 263,3)	(46 046,2)

Musée national des beaux-arts du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Musée national des beaux-arts du Québec a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation (Loi sur les musées nationaux, RLRQ, chapitre M-44).

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec et de revenus autonomes générés notamment par la visite d'expositions, la location et la diffusion d'œuvres d'art et d'expositions, les activités éducatives et culturelles, la boutique et la location d'espaces de stationnement.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 20,2 M\$ en 2015-2016, soit 2,9 M\$ de plus que les revenus probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par l'augmentation de la subvention relative à la prévision des besoins en service de dette principalement attribuable aux investissements liés au projet d'agrandissement du musée.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 20,5 M\$ en 2015-2016, soit 2,9 M\$ de plus que les dépenses probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par l'augmentation des dépenses d'amortissement et des frais financiers liés au projet d'agrandissement du musée.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement s'établissent à 29,7 M\$ en 2015-2016, soit 11,5 M\$ de moins que les investissements probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par la fin du projet d'agrandissement du musée en 2015-2016.

Musée national des beaux-arts du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	16 803,5	13 837,3
Autres revenus	3 422,2	3 509,1
Total des revenus	20 225,7	17 346,4
Total des dépenses	20 520,6	17 574,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(294,9)	(227,8)
Surplus (déficit) cumulé au début	9 124,8	9 352,6
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 829,9	9 124,8
Investissements	29 714,8	41 215,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(51 974,0)	(41 245,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(400,0)	(13 734,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(52 374,0)	(54 979,0)

Régie du cinéma

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie du cinéma a pour fonctions de classer des films, de publier des informations sur les films classés, de réaliser des consultations sur le classement des films, de délivrer, de renouveler, de suspendre ou de révoquer les permis d'exploitation et les permis de distributeur, de surveiller et de contrôler la vente, la location, le prêt ou l'échange de matériel vidéo et de délivrer les certificats de dépôt.

Les revenus annuels proviennent principalement de la vente de permis et d'attestations de certificats de dépôt.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 6,8 M\$ en 2015-2016, soit 0,6 M\$ de moins que les revenus probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par la diminution des revenus associés à la vente d'attestations de certificat de dépôt, à la suite de changements importants des habitudes de consommation du matériel vidéo en faveur, notamment, de l'Internet et de la vidéo sur demande.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 5,6 M\$, soit un niveau comparable aux dépenses probables de 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu en 2015-2016.

Régie du cinéma

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	6 761,3	7 330,5
Total des revenus	6 761,3	7 330,5
Total des dépenses	5 600,0	5 619,6
Surplus (déficit) de l'exercice	1 161,3	1 710,9
Surplus (déficit) cumulé au début	104 685,1	102 974,2
Surplus (déficit) cumulé à la fin	105 846,4	104 685,1
Investissements	-	88,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	108 810,3	105 365,9
Total	108 810,3	105 365,9

Société de développement des entreprises culturelles

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a pour mandat de promouvoir et de soutenir, dans toutes les régions du Québec, l'implantation et le développement des entreprises culturelles, y compris les médias. La SODEC contribue à accroître la qualité des produits et des services, ainsi que leur capacité à être concurrentiels au Québec, dans le reste du Canada et à l'étranger. À ce titre, la SODEC :

- Administre l'aide gouvernementale destinée aux entreprises culturelles pour soutenir la production, la diffusion et l'exportation des œuvres, favorisant ainsi la création. Cette aide est accordée sous forme d'investissements, de subventions ou d'aides remboursables en vertu de différents programmes d'aide;
- Offre les services d'une « banque d'affaires », comprenant le prêt et la garantie de prêt;
- Gère, pour le gouvernement du Québec, les mesures d'aide fiscale destinées aux entreprises culturelles, celles-ci prennent la forme de crédits d'impôt remboursables liés à la création et à la production d'œuvres;
- Mène ou participe à des recherches et à des analyses sectorielles et coordonne le travail de diverses commissions consultatives;
- Est partenaire du Fonds d'investissement de la Culture et des Communications (FICC), du Fonds Capital Culture Québec (FCCQ) et de la Financière des entreprises culturelles (FIDEC).

Également, la SODEC a pour mandat de protéger, de mettre en valeur et de gérer un parc immobilier patrimonial dont elle est propriétaire depuis 1989.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec et de revenus autonomes résultant essentiellement d'honoraires de gestion des crédits d'impôt, de revenus d'intérêts ainsi que de revenus de loyer du parc immobilier patrimonial.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 74,4 M\$ en 2015-2016, soit 1,8 M\$ de moins que les revenus probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par les revenus reportés comptabilisés en 2014-2015, le transfert de responsabilité entre la SODEC et le CALQ et la diminution de la subvention liée aux efforts de réduction des dépenses visant des gains de productivité.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 74,2 M\$ en 2015-2016, soit 6,2 M\$ de moins que les dépenses probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par les efforts d'optimisation attendus de la part de la Société et une perte exceptionnelle sur placement réalisée en 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement s'établissent à 2,6 M\$ en 2015-2016, soit 0,8 M\$ de moins que les investissements probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par une révision des investissements prévus par l'organisme.

Société de développement des entreprises culturelles

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	63 512,8	63 395,1
Autres revenus	10 915,3	12 783,5
Total des revenus	74 428,1	76 178,6
Total des dépenses	74 155,1	80 361,9
Surplus (déficit) de l'exercice	273,0	(4 183,3)
Surplus (déficit) cumulé au début	(5 011,4)	(828,1)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(4 738,4)	(5 011,4)
Investissements	2 614,1	3 432,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(31 070,4)	(30 836,3)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	(23 300,0)	(31 300,0)
Total	(54 370,4)	(62 136,3)

Société de la Place des Arts de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de la Place des Arts de Montréal a pour mission d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer la Place des Arts de Montréal ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

Les revenus annuels proviennent notamment de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés par la location de salles, la billetterie, la location d'espaces de stationnement, les bars et les services qu'elle offre aux producteurs. L'organisme exploite également des espaces locatifs (bureaux, restaurants).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 30,4 M\$ en 2015-2016, soit 2,9 M\$ de moins que les revenus probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par la diminution des autres revenus en lien avec la prévision des besoins en service de dette ainsi que par la réduction des revenus autonomes en raison de la fermeture ponctuelle de salles pour y effectuer des rénovations majeures.

LES DÉPENSES

Les prévisions des dépenses s'établissent à 33,9 M\$ en 2015-2016, soit 1,0 M\$ de plus que les dépenses probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par l'augmentation des dépenses d'amortissement.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement s'établissent à 21,5 M\$ en 2015-2016, soit 5,6 M\$ de moins que les investissements probables de 2014-2015.

La variation s'explique principalement par le lancement de plusieurs projets d'investissement importants en 2014-2015 qui se poursuivront en 2015-2016, mais pour lesquels une part importante des investissements requis aura été effectuée durant l'exercice 2014-2015.

Société de la Place des Arts de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	16 853,2	15 834,8
Autres revenus	13 596,2	17 557,3
Total des revenus	30 449,4	33 392,1
Total des dépenses	33 890,7	32 846,5
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 441,3)	545,6
Surplus (déficit) cumulé au début	8 488,2	7 942,6
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 046,9	8 488,2
Investissements	21 487,2	27 108,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(108 060,1)	(95 322,5)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(108 060,1)	(95 322,5)

Société de télédiffusion du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de télédiffusion du Québec a pour objet d'exploiter une entreprise de télédiffusion éducative et culturelle afin d'assurer, par tout mode de diffusion, l'accessibilité de ses produits au public. Ces activités ont particulièrement pour but de développer le goût du savoir, de favoriser l'acquisition de connaissances, de promouvoir la vie artistique et culturelle et de refléter les réalités régionales et la diversité de la société québécoise.

Les revenus annuels proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec, des revenus de publicité et de location d'antennes, de studios et de locaux.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 76,9 M\$ en 2015-2016, soit 1,6 M\$ de moins que les revenus probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par la diminution de la subvention liée aux efforts de réduction des dépenses visant des gains de productivité.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 76,5 M\$ en 2015-2016, soit 2,4 M\$ de moins que les dépenses probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par les efforts de réduction des dépenses.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 8,3 M\$, soit un niveau similaire aux investissements probables de 2014-2015.

Société de télédiffusion du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	59 644,4	61 308,4
Autres revenus	17 297,1	17 279,7
Total des revenus	76 941,5	78 588,1
Total des dépenses	76 456,3	78 855,3
Surplus (déficit) de l'exercice	485,2	(267,2)
Surplus (déficit) cumulé au début	(17 814,2)	(17 547,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(17 329,0)	(17 814,2)
Investissements	8 299,0	8 007,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(59 205,0)	(58 288,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(2 325,6)	(2 283,0)
Solde des avances au (du) fonds général	(2 750,0)	(2 750,0)
Total	(64 280,6)	(63 321,0)

Société du Grand Théâtre de Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Grand Théâtre de Québec a pour mission d'exploiter une entreprise de diffusion des arts de la scène et d'administrer le Grand Théâtre de Québec ou tout autre établissement dont le gouvernement lui confie la gestion.

Ces activités ont particulièrement pour but de procurer un lieu de résidence aux organismes artistiques majeurs, de favoriser l'accessibilité aux diverses formes d'art de la scène et de promouvoir la vie artistique et culturelle au Québec.

Les revenus annuels proviennent notamment de subventions du gouvernement du Québec. Les autres revenus sont générés par la location de salles, la billetterie, la location d'espaces de stationnement et la production de spectacles.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 12,4 M\$ en 2015-2016, soit 0,5 M\$ de moins que les revenus probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par la diminution de la subvention relative à la prévision des besoins en service de dette.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 11,7 M\$ en 2015-2016, soit 0,2 M\$ de plus que les dépenses probables de 2014-2015. La variation s'explique principalement par l'augmentation des dépenses d'amortissement, des taxes foncières et des coûts d'énergie.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement s'établissent à 2,7 M\$ en 2015-2016, soit un niveau similaire aux investissements probables de 2014-2015.

Société du Grand Théâtre de Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	6 111,5	6 579,0
Autres revenus	6 256,0	6 245,0
Total des revenus	12 367,5	12 824,0
Total des dépenses	11 739,0	11 560,0
Surplus (déficit) de l'exercice	628,5	1 264,0
Surplus (déficit) cumulé au début	2 876,0	1 612,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 504,5	2 876,0
Investissements	2 655,0	2 500,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(14 133,0)	(15 137,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(3 815,0)	(3 790,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(17 948,0)	(18 927,0)

Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organisme autre que budgétaire	Revenus	Dépenses
Société québécoise de récupération et de recyclage	43 896,8	43 590,0
Total	43 896,8	43 590,0

Société québécoise de récupération et de recyclage

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Soucieuse de faire du Québec un modèle de gestion novatrice et durable des matières résiduelles pour une société sans gaspillage, RECYC-QUÉBEC a pour mission de favoriser la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation des matières résiduelles. RECYC-QUÉBEC influence ainsi les modes de production et de consommation. Elle est l'organisme désigné pour coordonner les activités de mise en valeur prévues à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles.

Mission de RECYC-QUÉBEC

Au cœur de l'action pour une gestion responsable des matières résiduelles.

Vision de RECYC-QUÉBEC

Mobiliser le Québec autour d'une gestion novatrice et durable des matières résiduelles.

Mandat

La Société a pour objet de promouvoir, de développer et de favoriser la réduction, le réemploi, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières ou de produits ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources. À ces fins, elle peut, notamment :

- Administrer tout système de consignation;
- Réaliser des travaux de recherche ou de développement et mettre au point ou implanter des technologies;
- Favoriser, par toute mesure technique ou financière appropriée, la création et le développement d'entreprises œuvrant dans la réduction, le réemploi, la récupération, le recyclage ou la valorisation;
- Promouvoir, développer et maintenir des marchés pour les contenants, emballages, matières ou produits récupérés et pour les produits issus du recyclage ou de la valorisation;
- Promouvoir, par des projets éducatifs appropriés, des mesures de conservation des ressources, de réduction, de réemploi, de récupération, de recyclage ou de valorisation;
- Administrer tout programme du gouvernement, de l'un de ses ministères ou organismes, dans un domaine connexe à ses objets, ou les assister dans l'élaboration de ces programmes.

De plus, la Société veille à promouvoir la mise en œuvre de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, prise par le gouvernement en application de l'article 53.4 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2). Elle exerce également les responsabilités qui lui sont confiées en vertu d'une autre loi, en particulier celles qui lui sont confiées en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Les principales sources de revenus sont les droits environnementaux sur les pneus, la contribution du gouvernement du Québec, la consignation des contenants à remplissage unique et la contribution des partenaires au régime de compensation pour les services municipaux de collecte sélective.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de RECYC-QUÉBEC pour 2015-2016 s'élèvent à 43,9 M\$, comparativement à des revenus de 35,9 M\$ prévus pour l'exercice financier 2014-2015. Cet écart de 8,0 M\$ s'explique par le financement supplémentaire obtenu du Fonds vert pour la réalisation des actions effectuées dans le cadre de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 2011-2015.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de RECYC-QUÉBEC pour 2015-2016 s'élèvent à 43,6 M\$ comparativement à des dépenses prévues de 35,7 M\$ pour 2014-2015. Cet écart de 7,9 M\$ s'explique principalement par l'intensification des actions prévues dans le cadre de la Politique québécoise de la gestion des matières résiduelles 2011-2015, plus spécifiquement par les actions suivantes :

- L'octroi d'aide financière supplémentaire pour les centres de tris de 2,6 M\$;
- L'octroi d'aide financière supplémentaire pour les projets en économie sociale de 0,8 M\$;
- La réalisation des actions dans le cadre du comité conjoint de la collecte sélective de 1,2 M\$;
- La réalisation des actions prévues dans le cadre du plan sur la matière organique de 0,8 M\$;
- Le nouveau programme de réduction à la source de 1,0 M\$;
- D'autres augmentations diverses pour 1,0 M\$, incluant notamment la réalisation de différentes études, l'amortissement, les honoraires professionnels liés à des dossiers de cour, les frais liés à la gestion du régime de compensation et l'approbation des plans de gestion de matières résiduelles des organismes municipaux.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements pour 2015-2016 s'élèvent à 1,0 M\$ comparativement à des investissements de 0,6 M\$ prévus pour l'exercice 2014-2015. Cet écart de 0,4 M\$ s'explique principalement par la refonte du site web, la réalisation et le déploiement d'un portail collaboratif et la réalisation d'un nouveau logiciel pour la gestion du programme des pneus.

Société québécoise de récupération et de recyclage

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	43 896,8	35 869,4
Total des revenus	43 896,8	35 869,4
Total des dépenses	43 590,0	35 677,5
Surplus (déficit) de l'exercice	306,8	191,9
Surplus (déficit) cumulé au début	53 647,9	53 456,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	53 954,7	53 647,9
Investissements	1 010,0	638,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Économie, Innovation et Exportations

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Centre de recherche industrielle du Québec	29 902,2	29 828,2
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	5 732,2	5 973,5
Total	35 634,4	35 801,7

Centre de recherche industrielle du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) a pour mission de contribuer à la compétitivité des secteurs industriels québécois et à la croissance des organismes en soutenant l'innovation, la productivité et les exportations. Le CRIQ a comme mandat d'être partenaire des entreprises et de l'État pour un Québec industriel innovateur, productif et compétitif.

Le CRIQ réalise des mandats dans plusieurs secteurs d'activité économique tels que l'aéronautique, l'agroalimentaire, l'énergie, l'exploitation minière, les matériaux plastiques, les technologies de l'information, les produits du bois et le matériel de transport.

Le CRIQ offre une gamme d'essais, des tests spécialisés et permet l'accès à des équipements à la fine pointe de la technologie. Il réalise des projets de R&D qui sont en mesure d'améliorer la productivité, la compétitivité et l'efficacité industrielle des entreprises québécoises. Il offre également des services d'informations stratégiques en mesure d'améliorer l'intelligence d'affaires de ces entreprises. De plus, à titre de direction du CRIQ, le Bureau de la normalisation du Québec apporte des solutions aux besoins des organisations par l'élaboration de normes et de programmes de certification.

Les revenus du CRIQ proviennent en partie de la clientèle externe, telle que les entreprises, les organismes et certains ministères dans le cadre de projets spécifiques, et en partie d'une contribution du gouvernement du Québec qui permet de mettre en place un programme de recherche et d'innovation afin d'améliorer la productivité et la compétitivité du tissu industriel québécois.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du CRIQ s'établissent à 29,9 M\$ en 2015-2016, soit 1,3 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015. La variation s'explique principalement par une augmentation des revenus des projets structurants provenant, entre autres, du projet des extractibles forestiers.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du CRIQ s'établissent à 29,8 M\$ en 2015-2016, soit 1,3 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015. La variation s'explique par une augmentation de l'amortissement et des taxes foncières à la suite de la rénovation majeure du bâtiment et par la variation de la rémunération qui est principalement causée par l'augmentation prévue à la convention collective.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 21,3 M\$ en 2015-2016. La hausse de 19,5 M\$ par rapport à 2014-2015 est attribuable principalement aux travaux de rénovation du laboratoire de Québec.

Centre de recherche industrielle du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	13 752,2	14 339,2
Autres revenus	16 150,0	14 231,0
Total des revenus	29 902,2	28 570,2
Total des dépenses	29 828,2	28 546,2
Surplus (déficit) de l'exercice	74,0	24,0
Surplus (déficit) cumulé au début	(16 718,0)	(16 742,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(16 644,0)	(16 718,0)
Investissements	21 328,0	1 875,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(17 875,0)	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(17 875,0)	-

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du parc industriel et portuaire de Bécancour a pour mission de favoriser le développement économique du Québec en développant et en exploitant, dans un objectif d'autofinancement, un parc industriel et portuaire. La Société a pour objet de promouvoir l'établissement de nouvelles entreprises et de fournir les infrastructures nécessaires à l'implantation et à l'exploitation d'entreprises de grande envergure.

Ses principales sources de revenus sont les revenus portuaires, le service d'eau industrielle, le remboursement, par la Ville de Bécancour, de certains frais d'entretien, les locations d'immeubles et les ventes de terrains.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 5,7 M\$ en 2015-2016, soit 0,1 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015. La variation s'explique notamment par une baisse des revenus portuaires d'environ 0,4 M\$ et une hausse des revenus de vente de terrains de 0,5 M\$.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 6,0 M\$ en 2015-2016, soit 0,1 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015. La variation s'explique notamment par une augmentation des dépenses d'électricité, d'entretien, de réparations et de gardiennage.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 2,5 M\$ en 2015-2016, soit 0,8 M\$ de plus que les investissements probables 2014-2015. La variation s'explique, notamment, par la construction de nouvelles installations dans la zone portuaire et l'acquisition de terrains stratégiquement localisés sur le territoire de la Société.

Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
 Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016
 (en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	5 732,2	5 643,3
Total des revenus	5 732,2	5 643,3
Total des dépenses	5 973,5	5 884,6
Surplus (déficit) de l'exercice	(241,3)	(241,3)
Surplus (déficit) cumulé au début	12 133,1	12 374,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	11 891,8	12 133,1
Investissements	2 500,0	1 694,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(16 963,6)	(16 951,6)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(16 963,6)	(16 951,6)

Éducation, Enseignement supérieur et Recherche

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	62 871,5	66 814,0
Fonds de recherche du Québec - Santé	95 330,5	95 330,5
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	52 613,0	53 302,0
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	35 853,6	36 681,6
Institut national des mines	971,0	1 113,7
Total	247 639,6	253 241,8

Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologie est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1).

Le Fonds de recherche du Québec a pour mission de soutenir financièrement et de promouvoir la recherche universitaire et collégiale, la formation de personnel hautement qualifié, la diffusion de connaissances dans les domaines des sciences naturelles, des sciences mathématiques et du génie, et ainsi contribuer au développement scientifique et à l'innovation, ainsi qu'à la prospérité économique et au développement durable du Québec.

Les revenus proviennent en grande majorité du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2015-2016, les prévisions de revenus s'établissent à 62,9 M\$, soit une baisse de 1,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par une baisse des revenus reportés de 5,7 M\$ provenant de l'utilisation de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation et du transfert des frais indirects de recherche de 4,0 M\$ en provenance du programme 5 élément 2 « Universités » du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2015-2016, les prévisions des dépenses s'établissent à 66,8 M\$, soit une hausse de 1,2 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par le transfert des frais indirects de recherche en provenance du programme 5 élément 2 « Universités » du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

LES INVESTISSEMENTS

À la suite d'une entente avec le Fonds de recherche du Québec - Société et culture et le Fonds de recherche du Québec - Santé dans la répartition des acquisitions des immobilisations, le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologie prévoit principalement des acquisitions de nature informatique, pour l'exercice 2015-2016. Les investissements sont en baisse de 0,1 M\$ par rapport à 2014-2015.

Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	54 251,3	55 937,0
Autres revenus	8 620,2	8 612,3
Total des revenus	62 871,5	64 549,3
Total des dépenses	66 814,0	65 663,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 942,5)	(1 114,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	5 348,7	6 462,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 406,2	5 348,7
Investissements	450,0	560,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Fonds de recherche du Québec - Santé

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Santé a pour mission d'agir comme catalyseur de la recherche en santé du Québec :

- En planifiant, coordonnant et soutenant le développement de l'ensemble des secteurs de la recherche publique en santé humaine;
- En favorisant l'émergence de partenariats de recherche avec le secteur public, l'industrie et le milieu caritatif;
- En maximisant les retombées de la recherche sur la santé des citoyens, sur le développement économique et sur le rayonnement du Québec au Canada et au niveau international.

Les sources de revenus proviennent majoritairement du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Le Fonds de recherche du Québec - Santé a également des revenus du secteur privé et du milieu caritatif.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Le Fonds de recherche du Québec - Santé prévoit des revenus pour l'année 2015-2016 de 95,3 M\$ dont 77,7 M\$ provient du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et 13,4 M\$ de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les autres revenus proviennent d'autres ministères ou entreprises privées ou caritatives.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2015-2016, le Fonds de recherche du Québec - Santé prévoit des dépenses de 95,3 M\$, soit un montant équivalent à l'année 2014-2015. Les dépenses sont réparties à travers différents programmes de bourses (formation et carrière), de subventions (centres de recherches, réseaux thématiques, groupes et subventions de recherche) et des programmes internationaux.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements 2015-2016 permettent l'harmonisation des systèmes des trois Fonds de recherche du Québec, en hausse de 0,2 M\$ par rapport à l'année précédente.

Fonds de recherche du Québec - Santé

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	77 666,3	75 666,3
Autres revenus	17 664,2	18 062,5
Total des revenus	95 330,5	93 728,8
Total des dépenses	95 330,5	95 612,5
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(1 883,7)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	1 883,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements	717,7	517,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Fonds de recherche du Québec - Société et culture

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de recherche du Québec - Société et culture est constitué par la Loi sur le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie (RLRQ, chapitre M-15.1.0.1).

Le Fonds de recherche du Québec - Société et culture se consacre au développement du système de recherche et d'innovation québécois en sciences sociales et humaines, en arts et en lettres. Pour ce faire, le Fonds soutient financièrement la recherche et la formation des chercheurs dans ces secteurs en plus de favoriser la diffusion et le transfert des connaissances. Il établit aussi les partenariats nécessaires à l'avancement des connaissances scientifiques portant sur des problématiques sociétales.

Les divers programmes de bourse et de subvention s'adressent à quelque 4 500 professeurs-chercheurs et professeurs-chercheurs-créeurs, à près de 17 000 étudiants à la maîtrise et au doctorat et de stagiaires postdoctoraux qui oeuvrent dans les grands domaines de recherche couverts par le Fonds. Bon an mal an, près de 1 300 étudiants des 2^e et 3^e cycles et chercheurs postdoctorants reçoivent une aide financière par l'entremise des bourses d'excellence et de perfectionnement. Le Fonds se positionne également au service des milieux de pratique, d'intervention et de décision qui manifestent des besoins en recherche, en favorisant le maillage avec la communauté des chercheurs.

Le Fonds s'acquitte de sa mission grâce à un partenariat actif avec, d'une part, les universités et les administrateurs de la recherche et, d'autre part, les professeurs-chercheurs qui participent aux comités d'évaluation des demandes d'aide financière soumises au Fonds.

Les revenus proviennent en grande majorité du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2015-2016, les prévisions de revenus sont de 52,6 M\$, soit une hausse de 0,5 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par le transfert des frais indirects de recherche en provenance des universités.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice 2015-2016, les prévisions de dépenses sont de 53,3 M\$, soit une hausse de 0,5 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par le transfert des frais indirects de recherche en provenance des universités.

LES INVESTISSEMENTS

À la suite d'une entente avec le Fonds de recherche du Québec - Nature et technologie et le Fonds de recherche du Québec - Santé, dans la répartition des acquisitions des immobilisations, le Fonds de recherche du Québec - Société et culture ne prévoit aucune acquisition pour l'exercice 2015-2016.

Fonds de recherche du Québec - Société et culture

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	47 799,0	47 233,0
Autres revenus	4 814,0	4 858,0
Total des revenus	52 613,0	52 091,0
Total des dépenses	53 302,0	52 777,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(689,0)	(686,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	752,0	1 438,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	63,0	752,0
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) a pour objet de fournir des activités de formation professionnelle dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, comprenant des activités de perfectionnement et de recyclage, de faire de la recherche, d'apporter de l'aide technique, de produire de l'information et de fournir des services dans ces domaines.

L'ITHQ réalise ses mandats conformément aux dispositions contenues dans sa loi constitutive. À titre de centre d'excellence en matière d'enseignement spécialisé en tourisme, en hôtellerie et en restauration, l'ITHQ mise sur une approche pédagogique distinctive, des activités de recherche appliquées ainsi qu'une collaboration soutenue avec l'industrie, dans le but de former une relève d'avant-garde et les leaders de demain.

Les revenus proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec. L'ITHQ a également des revenus autonomes provenant de l'hébergement commercial, du service de restauration ainsi que des formations spécialisées. Il peut également compter sur le soutien de sa fondation pour l'octroi de bourses aux étudiants et pour la réalisation de projets particuliers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice 2015-2016, les prévisions de revenus, similaires à 2014-2015, s'établissent à 35,9 M\$, dont 26,7 M\$ provenant du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et 9,1 M\$ provenant de revenus autonomes.

LES DÉPENSES

Pour 2015-2016, les prévisions de dépenses s'établissent à 36,7 M\$, soit un niveau similaire à 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice 2015-2016, les prévisions de dépenses d'investissements s'établissent à 1,9 M\$, soit une baisse de 7,7 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette variation s'explique par la fin des travaux de la phase IV de requalification de l'ITHQ.

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	26 662,1	26 134,3
Autres revenus	9 191,5	7 594,8
Total des revenus	35 853,6	33 729,1
Total des dépenses	36 681,6	36 495,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(828,0)	(2 766,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	(22 374,1)	(19 608,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(23 202,1)	(22 374,1)
Investissements	1 874,7	9 593,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(50 882,3)	(37 944,7)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(50 882,3)	(37 944,7)

Institut national des mines

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national des mines a pour objectif de conseiller le gouvernement du Québec dans la mise en oeuvre d'une offre de formation d'avant-garde contribuant au développement du plein potentiel du secteur minéral.

Les revenus proviennent presque exclusivement d'une subvention du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Institut national des mines s'établissent à 1,0 M\$ en 2015-2016, soit un niveau comparable à ceux de 2014-2015.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Institut national des mines s'établissent à 1,1 M\$ en 2015-2016, soit une diminution de 0,1 M\$ par rapport à la dépense probable en 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par la diminution du budget de fonctionnement de l'Institut.

LES INVESTISSEMENTS

Le niveau d'investissements en 2015-2016 est identique à celui de 2014-2015.

Institut national des mines

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	970,0	970,0
Autres revenus	1,0	2,0
Total des revenus	971,0	972,0
Total des dépenses	1 113,7	1 222,7
Surplus (déficit) de l'exercice	(142,7)	(250,7)
Surplus (déficit) cumulé au début	177,6	428,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	34,9	177,6
Investissements	7,0	7,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Énergie et Ressources naturelles

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Régie de l'énergie	14 225,5	14 422,5
Société de développement de la Baie-James	25 719,0	25 258,6
Société du Plan Nord	78 779,2	78 762,5
Société nationale de l'amiante	-	-
Total	118 723,7	118 443,6

Régie de l'énergie

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie de l'énergie a pour mission d'assurer la conciliation entre l'intérêt public, la protection des consommateurs et un traitement équitable du transporteur d'électricité et des distributeurs. Elle favorise la satisfaction des besoins énergétiques dans une perspective de développement durable et d'équité au plan individuel comme au plan collectif.

Le financement provient principalement de redevances provenant du transporteur d'électricité ainsi que des distributeurs d'électricité, de gaz naturel et de produits pétroliers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Régie de l'énergie s'établissent à 14,2 M\$ en 2015-2016, soit 0,7 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015. Cette variation s'explique par une augmentation de l'apport des redevances annuelles dont le calcul tient compte du surplus cumulé au cours des années antérieures.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Régie de l'énergie s'établissent à 14,4 M\$ en 2015-2016, soit le même niveau que les dépenses probables 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,3 M\$ en 2015-2016, soit le même niveau que l'exercice précédent.

Régie de l'énergie

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	14 225,5	13 547,4
Total des revenus	14 225,5	13 547,4
Total des dépenses	14 422,5	14 422,5
Surplus (déficit) de l'exercice	(197,0)	(875,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 197,7	2 072,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 000,7	1 197,7
Investissements	291,0	255,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société de développement de la Baie-James

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de développement de la Baie-James a pour mission de favoriser, dans une perspective de développement durable, le développement économique, la mise en valeur et l'exploitation des ressources naturelles, autres que les ressources hydroélectriques relevant du mandat d'Hydro-Québec, du territoire de la région de la Baie-James. Elle peut notamment susciter, soutenir et participer à la réalisation de projets visant ces fins. Elle a également pour mission d'aménager le territoire sous réserve de la compétence municipale en matière d'aménagement et d'urbanisme.

Le financement provient de la tarification perçue pour les biens et services offerts aux clientèles, notamment la gestion d'infrastructures de transport, les ventes du relais routier (carburant, hébergement et restauration), les revenus de location ainsi que des revenus de placements.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 25,7 M\$ en 2015-2016, soit 1,6 M\$ de moins que les revenus probables 2014-2015. Cette diminution s'explique notamment par la réalisation de mandats ponctuels pour le compte d'Hydro-Québec en 2014-2015.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 25,3 M\$ en 2015-2016, soit 1,4 M\$ de moins que les dépenses probables 2014-2015. Cette diminution s'explique notamment par des mandats ponctuels réalisés pour le compte d'Hydro-Québec en 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 20,8 M\$ en 2015-2016, soit 20,1 M\$ de plus que les montants prévus pour 2014-2015. Cette augmentation s'explique par la réfection de la route de la Baie-James.

Société de développement de la Baie-James

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	25 719,0	27 326,2
Total des revenus	25 719,0	27 326,2
Total des dépenses	25 258,6	26 638,0
Surplus (déficit) de l'exercice	460,4	688,2
Surplus (déficit) cumulé au début	(48 560,1)	(49 248,3)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(48 099,7)	(48 560,1)
Investissements	20 802,2	694,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(17 500,0)	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(17 500,0)	-

Société du Plan Nord

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Plan Nord, créée par la Loi sur la Société du Plan Nord (RLRQ, chapitre S-16.011) sanctionnée le 5 décembre 2014, entrera en fonction le 1^{er} avril 2015. Elle a pour mission, dans une perspective de développement durable, de contribuer au développement intégré et cohérent du territoire du Plan Nord, en conformité avec les orientations définies par le gouvernement relativement au Plan Nord et en concertation avec les représentants des régions et des nations autochtones concernées ainsi que du secteur privé.

Le financement proviendra des contributions qu'elle recevra, des droits qu'elle percevra et des sommes provenant du Fonds du Plan Nord qui seront mises à sa disposition.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société du Plan Nord s'établissent à 78,8 M\$ en 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société du Plan Nord s'établissent à 78,8 M\$ en 2015-2016.

Ces dépenses visent à assurer le fonctionnement de la Société qui coordonnera et contribuera à la mise en œuvre des orientations définies par le gouvernement relatives au Plan Nord. Les autres dépenses de la Société concerneront notamment :

- La réalisation d'infrastructures;
- L'accompagnement et l'appui aux communautés locales et autochtones dans leurs projets de développement communautaires, sociaux et économiques;
- La réalisation d'activités de recherche et de développement;
- La mise en place de mécanismes assurant la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité;
- La maximisation des retombées économiques générées par la mise en valeur des ressources naturelles sur le territoire du Plan Nord.

LES INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements s'élève à 0,02 M\$ et est destiné à l'acquisition de matériel et d'équipements.

Société du Plan Nord

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	78 779,2	-
Total des revenus	78 779,2	-
Total des dépenses	78 762,5	-
Surplus (déficit) de l'exercice	16,7	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	16,7	-
Investissements	20,0	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société nationale de l'amiante

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société nationale de l'amiante (SNA) a été constituée en 1978 en vertu de la Loi sur la Société nationale de l'amiante (RLRQ, chapitre S-18.2). Les actions de cette société font partie du domaine de l'État et ont été attribuées au ministre des Finances. Les objets de cette société d'État étaient, entre autres, la recherche, le développement et l'exploitation de gisements d'amiante ainsi que toute activité de nature industrielle, manufacturière ou commerciale reliée à la transformation de la fibre d'amiante.

Depuis sa création, la SNA a généré des pertes cumulées d'environ 158,3 M\$, lesquelles ont été inscrites aux états financiers du gouvernement du Québec lors de leur constatation.

La SNA n'est plus en opération. Le gouvernement peut dissoudre cette société en vertu de la Loi sur l'abolition de certains organismes publics et le transfert de responsabilités administratives (L.Q. 2005, chapitre 44). Le processus de liquidation et de dissolution de la SNA est actuellement en cours.

Société nationale de l'amiante

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	-	-
Total des revenus	-	-
Total des dépenses	-	1,0
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(1,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	(158 325,8)	(158 324,8)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	- *	(158 325,8)
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	44,3
Total	-	44,3

* La dissolution de la Société est prévue en 2015-2016.

Finances

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Agence du revenu du Québec	1 136 281,8	1 158 210,0
Autorité des marchés financiers	150 993,0	124 461,3
Financement-Québec	504 064,8	463 426,7
Institut de la statistique du Québec	27 403,7	27 403,7
Société de financement des infrastructures locales du Québec	672 707,2	685 359,0
Total	2 491 450,5	2 458 860,7

Agence du revenu du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Revenu Québec a la charge :

- D'assurer la perception des impôts et des taxes afin que chacun paie sa juste part du financement des services publics;
- D'administrer le Programme de perception des pensions alimentaires afin d'assurer la régularité du soutien financier prévu auquel ont droit les enfants et les parents gardiens;
- D'administrer les programmes sociofiscaux et tout autre programme de perception et de redistribution de fonds que lui confie le gouvernement;
- D'assurer l'administration provisoire des biens non réclamés et leur liquidation pour en verser la valeur aux ayants droit ou, à défaut, au ministre des Finances;
- De tenir un registre public des entreprises faisant des affaires au Québec et d'administrer le régime québécois régissant l'existence des personnes morales afin de contribuer à la protection du public et des entreprises;
- De recommander au gouvernement des modifications à apporter à la politique fiscale ou à d'autres programmes.

Cette mission est fondamentale pour le gouvernement. Elle est la source du financement de son fonctionnement et de celui de la majorité des services publics. Elle permet aussi à certains citoyens de pouvoir compter sur les interventions de Revenu Québec pour avoir accès rapidement aux montants auxquels ils ont droit.

Les sources de revenus de Revenu Québec sont :

- Les contributions du Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF);
- La tarification de services au gouvernement du Canada;
- Les tarifications fiscale et alimentaire;
- La tarification de services à des ministères et organismes provinciaux;
- Les honoraires pour l'administration des biens non réclamés;
- Les contributions du gouvernement du Canada.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Le total des revenus du budget 2015-2016 s'établit à 1 136,3 M\$, soit 8,4 M\$ de moins que les revenus probables 2014-2015. Cette variation s'explique, entre autres, par une diminution des revenus provenant du FRAF de 10,2 M\$ puisque Revenu Québec utilisera l'excédent cumulé en 2014-2015 pour financer une partie de ses activités en 2015-2016.

LES DÉPENSES

Le total des dépenses du budget 2015-2016 s'établit à 1 158,2 M\$, soit 35,4 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015. Cette variation s'explique, entre autres, par des contributions de 20,0 M\$ prévues pour les tenanciers de bars afin d'installer des modules d'enregistrement des ventes ainsi qu'un budget de 3,0 M\$ pour la prise en charge de la gestion de l'impôt minier.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements en ressources informationnelles se maintiennent à 100,0 M\$ en 2015-2016. Pour leur part, les investissements en gestion immobilière et en ressources matérielles sont évalués à 29,0 M\$, soit une diminution de 9,7 M\$ par rapport aux investissements de 38,7 M\$ prévus en 2014-2015.

Cette diminution s'explique par la livraison de projets au cours de l'exercice 2014-2015.

Agence du revenu du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	1 136 281,8	1 144 704,0
Total des revenus	1 136 281,8	1 144 704,0
Total des dépenses	1 158 210,0	1 122 775,8
Surplus (déficit) de l'exercice	(21 928,2)	21 928,2
Surplus (déficit) cumulé au début	132 105,0	110 176,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	110 176,8	132 105,0
Investissements	129 002,3	138 659,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(308 076,1)	(261 337,5)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	5 000,0	5 000,0
Total	(303 076,1)	(256 337,5)

Autorité des marchés financiers

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Instituée par la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (RLRQ, chapitre A-33.2), le 1^{er} février 2004, l'Autorité des marchés financiers (AMF) se distingue par un encadrement intégré du secteur financier québécois, notamment dans les domaines des assurances, des valeurs mobilières, des instruments dérivés, des institutions de dépôt – à l'exception des banques – et de la distribution de produits et services financiers.

Elle a aussi le mandat d'encadrer les entreprises de services monétaires et de délivrer les autorisations aux entreprises qui souhaitent conclure des contrats et sous-contrats publics ainsi que les autorisations pour les administrateurs de régimes volontaires d'épargne-retraite.

La mission de l'AMF :

- Assister les consommateurs de produits financiers et les utilisateurs de services financiers, faciliter le traitement des plaintes et mettre en place des programmes d'éducation;
- Assurer le respect des normes de solvabilité applicables aux institutions financières et autres intervenants du secteur financier;
- Encadrer la distribution des produits et services financiers;
- Encadrer les activités de bourse et de compensation et l'encadrement des marchés de valeurs mobilières;
- Assurer l'encadrement des marchés de dérivés, notamment des bourses et des chambres de compensation de dérivés;
- Voir à la mise en place de programmes de protection et d'indemnisation des consommateurs de produits et utilisateurs de services financiers et administrer le fonds d'indemnisation prévu à la loi.

Les revenus de l'AMF proviennent essentiellement du paiement de droits, de cotisations, de primes, d'intérêts sur placements, de sanctions administratives et amendes et de contributions du gouvernement du Québec (lutte à l'évasion fiscale et administration du registre des entreprises autorisées).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'AMF pour 2015-2016 s'établissent à 151,0 M\$, soit 3,7 M\$ de moins que les revenus probables 2014-2015.

Cette variation s'explique principalement par une diminution des revenus d'intérêts sur placements de 7,2 M\$ et une augmentation des revenus de droits et cotisations de 4,8 M\$.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'AMF pour 2015-2016 s'établissent à 124,5 M\$, soit 6,7 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation des dépenses de rémunération de 2,6 M\$, une augmentation de 3,2 M\$ des frais de services professionnels, une hausse de 0,8 M\$ des dépenses d'amortissement et de 0,3 M\$ des frais généraux.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissement de l'AMF pour 2015-2016 s'établissent à 10,8 M\$.

La hausse de 6,0 M\$ par rapport à 2014-2015 est attribuable principalement au développement de systèmes informatiques.

Autorité des marchés financiers

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	150 993,0	154 743,0
Total des revenus	150 993,0	154 743,0
Total des dépenses	124 461,3	117 741,2
Surplus (déficit) de l'exercice	26 531,7	37 001,8
Surplus (déficit) cumulé au début	723 157,3	686 155,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	749 689,0	723 157,3
Investissements	10 818,0	4 848,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Financement-Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Financement-Québec (la Société) a été instituée par la Loi sur Financement-Québec (RLRQ, chapitre F-2.01) entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1999. La Société est une personne morale à fonds social, mandataire de l'État.

La Société a pour mission de fournir des services financiers aux organismes publics visés par sa loi constitutive. Elle les finance directement en leur accordant des prêts. Elle les conseille en vue de faciliter leur accès au crédit et de minimiser leurs coûts de financement et, à cette fin, élabore des programmes de financement. La Société peut, en outre, fournir aux organismes publics des services techniques en matière d'analyse et de gestion financière.

La Société impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux engagés par la Société sur les emprunts effectués. La Société impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Le niveau de frais imputés est soumis à l'approbation du gouvernement.

La Société émet des titres de créance qui sont garantis par le gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société pour l'exercice financier 2015-2016 sont de 504,1 M\$, soit une diminution de 91,2 M\$ par rapport à ceux de l'exercice financier 2014-2015. Cette diminution s'explique essentiellement par la diminution de l'encours des prêts à court et à long terme et la diminution des taux d'intérêt applicables sur les prêts à court et à long terme.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société pour l'exercice financier 2015-2016 sont de 463,4 M\$, soit 94,1 M\$ de moins que celles de l'exercice financier 2014-2015. Cette diminution s'explique principalement par la diminution de l'encours des emprunts à court et à long terme et la diminution des taux d'intérêt applicables sur les emprunts à court et à long terme.

Les revenus nets des dépenses pour l'exercice financier 2015-2016 s'élèvent à 40,6 M\$, soit 2,8 M\$ de plus que le résultat probable de l'exercice financier 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Société s'établissent à 0,2 M\$ en 2015-2016. Il s'agit d'une réduction de 0,3 M\$ par rapport à ceux de l'exercice financier 2014-2015. Cette réduction s'explique par la finalisation prévue des travaux de refonte du système d'information de la Société.

Financement-Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	504 064,8	595 287,9
Total des revenus	504 064,8	595 287,9
Total des dépenses	463 426,7	557 478,7
Surplus (déficit) de l'exercice	40 638,1	37 809,2
Surplus (déficit) cumulé au début	479 651,5	374 003,3
Variation de la valeur marchande des produits dérivés	(14 259,2)	106 335,8
Montant versé au Fonds de financement*	-	(38 496,8)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	506 030,4	479 651,5
Investissements	227,2	504,4
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(47 439,2)	(53 273,7)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(15 197 370,4)	(16 276 549,1)
Solde des avances au (du) fonds général	(134 744,5)	(136 484,6)
Total	(15 379 554,1)	(16 466 307,4)

* Montants versés au Fonds de financement à l'égard de certains prêts transférés à Financement-Québec. Ces prêts concernent des organismes se trouvant à l'extérieur du périmètre comptable du gouvernement.

Institut de la statistique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

En vertu de sa loi constitutive (RLRQ, chapitre I-13.011), l'Institut de la statistique du Québec (l'Institut) est un organisme gouvernemental responsable de produire, d'analyser et de diffuser des informations statistiques officielles, objectives et de qualité pour le Québec. Le rôle de l'Institut s'articule autour de deux grandes fonctions : celle de statisticien en chef et celle de coordonnateur de la statistique publique pour le Québec.

À titre de statisticien en chef, responsable des statistiques pour le Québec, l'Institut établit un programme statistique public « de base ». Les informations statistiques sont produites sur une base provinciale, régionale ou locale et touchent divers aspects de la société québécoise tels que la santé, la démographie, la culture et les communications, l'économie, le travail et la rémunération. L'Institut établit et tient à jour le bilan démographique du Québec. Il assure également le suivi et la diffusion des indicateurs de la Stratégie gouvernementale de développement durable.

À titre de coordonnateur de la statistique publique, l'Institut est responsable de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. Ainsi, il répond à des mandats confiés par des ministères et organismes pour lesquels il recueille, produit, analyse et diffuse des informations statistiques fiables et objectives.

L'Institut agit aussi à titre de porte-parole du Québec auprès de Statistique Canada.

L'Institut sert des organismes parapublics des milieux de la santé et de l'enseignement, des municipalités, des centres de recherche, des entreprises privées et des organisations des milieux syndical, patronal et associatif. L'administration publique québécoise constitue toutefois un partenaire de premier plan.

L'Institut dispose de deux sources de financement, soit une subvention annuelle versée par le ministère des Finances et des revenus autonomes générés par les travaux statistiques réalisés pour différents clients, principalement des ministères et des organismes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Faisant face à une situation budgétaire déficitaire, l'Institut a mis en place des mesures afin d'assurer le retour à l'équilibre budgétaire d'ici mars 2016. Les impacts de ces mesures de redressement sont reflétés dans les données probables de 2014-2015 et dans celles du budget 2015-2016.

LES REVENUS

Le total des revenus au budget 2015-2016 s'établit à 27,4 M\$, soit 0,7 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015. Cette variation s'explique, entre autres, par une augmentation des revenus provenant des ministères et des entreprises du gouvernement clients de l'Institut.

LES DÉPENSES

Le total des dépenses au budget 2015-2016 s'établit à 27,4 M\$. Il est réduit de 4,3 % par rapport aux dépenses probables 2014-2015. Cette baisse traduit principalement l'impact des mesures de redressement.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'Institut pour 2015-2016 s'établissent à 0,7 M\$. Comparativement au niveau de 2014-2015, les investissements ont diminué de 0,6 M\$. Cette diminution s'explique par le renouvellement du parc informatique ainsi que par l'implantation d'un nouveau logiciel informatique en 2014-2015. Ces investissements n'étant pas récurrents, cela explique la baisse des investissements entre 2014-2015 et 2015-2016.

Institut de la statistique du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	12 269,8	12 405,8
Autres revenus	15 133,9	14 300,2
Total des revenus	27 403,7	26 706,0
Total des dépenses	27 403,7	28 646,0
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(1 940,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	(3 347,7)	(1 407,7)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(3 347,7)	(3 347,7)
Investissements	680,0	1 330,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(2 039,7)	(1 947,8)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(2 039,7)	(1 947,8)

Société de financement des infrastructures locales du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) est une personne morale, mandataire de l'État, instituée en vertu de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec (RLRQ, chapitre S-11.0102) en date du 17 décembre 2004.

La SOFIL a pour mission de verser une aide financière aux municipalités et aux organismes municipaux pour contribuer à la réalisation de projets d'infrastructures en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et de transport en commun ainsi que de projets d'infrastructures ayant des incidences économiques, urbaines ou régionales.

Les revenus de la SOFIL proviennent de trois sources, à savoir, les transferts du gouvernement fédéral, les recettes du droit d'immatriculation additionnel sur les véhicules munis de moteur de forte cylindrée et les revenus d'intérêts.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour l'exercice financier 2015-2016, la SOFIL anticipe des revenus de 672,7 M\$, soit 164,2 M\$ de moins que les revenus probables 2014-2015. Cet écart est attribuable notamment à la comptabilisation d'une contribution non récurrente du gouvernement du Québec de 515,7 M\$ en 2014-2015 et à une augmentation des revenus de transfert du gouvernement fédéral de 305,8 M\$ pour 2015-2016. Cette prévision à la hausse des revenus de transfert provient d'un accroissement anticipé du niveau d'investissements des municipalités et des organismes municipaux dans les infrastructures locales comparativement à l'exercice financier précédent. Il est à noter que ces transferts sont des revenus reportés. Ils sont donc comptabilisés dans les revenus d'exercice au cours duquel la dépense est effectuée.

LES DÉPENSES

Pour l'exercice financier 2015-2016, la SOFIL anticipe des dépenses de 685,4 M\$, soit 345,6 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015. Cet écart est attribuable notamment à une accélération prévue des investissements en infrastructures locales des municipalités et des organismes municipaux.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu par la SOFIL aux exercices financiers 2014-2015 et 2015-2016.

Société de financement des infrastructures locales du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	515 746,0
Autres revenus	672 707,2	321 113,7
Total des revenus	672 707,2	836 859,7
Total des dépenses	685 359,0	339 767,5
Surplus (déficit) de l'exercice	(12 651,8)	497 092,2
Surplus (déficit) cumulé au début	144 070,1	(353 022,1)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	131 418,3	144 070,1
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Forêts, Faune et Parcs

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Fondation de la faune du Québec	6 810,3	6 669,1
Société des établissements de plein air du Québec	127 824,4	127 231,4
Total	134 634,7	133 900,5

Fondation de la faune du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Fondation de la faune du Québec (Fondation) a pour fonction de promouvoir la conservation et la mise en valeur de la faune et de ses habitats.

Le financement provient principalement des contributions versées par tous les détenteurs de permis de pêche sportive, de chasse ou de piégeage ainsi que par des dons de particuliers ou d'entreprises, de contributions de ministères, municipalités ou organismes partenaires et de collectes de fonds.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Fondation s'établissent à 6,8 M\$ en 2015-2016, soit 0,3 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015. Cette augmentation s'explique notamment par un nouveau programme en provenance du ministère des Transports visant à soutenir financièrement des projets de protection et d'amélioration des habitats fauniques fréquentés par les utilisateurs de véhicules hors route.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Fondation s'établissent à 6,7 M\$ en 2015-2016, soit le même niveau que les dépenses probables 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements s'élève à 0,02 M\$ et est à un niveau similaire à celui de 2014-2015.

Fondation de la faune du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	650,0	761,3
Autres revenus	6 160,3	5 760,2
Total des revenus	6 810,3	6 521,5
Total des dépenses	6 669,1	6 630,4
Surplus (déficit) de l'exercice	141,2	(108,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	6 473,1	6 582,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 614,3	6 473,1
Investissements	16,0	12,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société des établissements de plein air du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société des établissements de plein air du Québec (ci-après désignée la « Sépaq » ou la « Société ») est une société d'État en activité depuis le 20 mars 1985, date d'entrée en vigueur de sa loi constitutive (RLRQ, chapitre S-13.01). Elle est une entreprise commerciale et le ministre des Finances en est l'actionnaire unique. Elle est administrée par un conseil d'administration composé de neuf membres nommés par le gouvernement. Le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs est responsable de l'application de sa loi constitutive.

La Sépaq a pour mission de rendre accessibles, de développer et d'assurer la pérennité du territoire, des sites touristiques et des actifs qui lui sont confiés en tenant compte des dimensions publique, environnementale, sociale et économique.

Le Québec doit une partie de sa notoriété aux paysages pittoresques qu'il offre en toutes saisons, aux nombreuses activités de plein air qu'on peut y pratiquer, tout comme il est reconnu pour sa faune et sa flore abondantes et diversifiées. Le maintien et le développement harmonieux de ce riche patrimoine collectif sont au cœur même de la mission de la Sépaq.

La Sépaq assume la gestion et la mise en valeur des territoires et des établissements que lui confie le gouvernement du Québec. Par le biais de ses 49 établissements, la Sépaq offre une panoplie d'activités et de services sachant répondre à l'ensemble des attentes de sa clientèle diversifiée, chaque établissement possédant ses traits particuliers. La Sépaq est un réseau distinctif offrant nature et culture.

La Sépaq, par la nature même de ses activités, est fortement présente dans les régions du Québec. Elle met à la disposition de ses clientèles des territoires immenses et contrastés et offre des activités et services touristiques diversifiés. La Société gère près de 80 000 km² de territoires naturels par le biais de ses établissements répartis dans 16 régions administratives du Québec et 18 régions touristiques. Elle emploie annuellement en haute saison plus de 3 110 personnes, dont 95 % à l'extérieur des grands centres urbains. Elle a reçu au cours de l'année 2013-2014 plus de 5,8 millions de jours visite. Elle offre à ses visiteurs plus de 700 chalets, 7 200 sites de camping et 1 300 lacs.

Plus précisément, la Sépaq gère 23 parcs nationaux, auxquels s'ajoute le parc marin du Saguenay-Saint-Laurent. Ces territoires d'exception sont des aires protégées. Ils sont représentatifs des régions naturelles du Québec ou de sites naturels à caractère d'exception. Ils sont voués à la conservation, à l'éducation et à la récréation. La Société y offre des activités et des services qui mettent en valeur la richesse de ces territoires et permettent aux visiteurs de vivre des expériences de plein air exceptionnelles. Plusieurs parcs nationaux recèlent des vestiges de notre histoire. Ils représentent un intérêt indéniable pour qui veut associer la découverte du territoire naturel du Québec à des aspects culturel et historique.

La Société gère également 15 réserves fauniques, ainsi que Sépaq Anticosti. Ces immenses territoires forestiers, riches d'une faune giboyeuse, de milliers de lacs et de paysages naturels remarquables, sont fréquentés par les clientèles pour des activités associées plus particulièrement à la pêche, à la chasse et à la villégiature.

À cette offre importante en matière de tourisme de nature, s'ajoutent neuf autres établissements qui augmentent et diversifient l'offre touristique de la Société. Les clientèles ont ainsi accès à des attractions touristiques majeures, de même qu'à des services d'hébergement en camping et en hôtellerie, tous associés à la nature.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les revenus financés par le portefeuille ministériel sont composés du service de dette sur les emprunts subventionnés de la Sépaq ainsi que des sommes prévues pour la Société des parcs de sciences naturelles du Québec.

Les autres revenus sont composés des revenus commerciaux de la Sépaq. Le montant pour 2015-2016 a été établi en fonction de l'indexation des tarifs ainsi que de l'achalandage prévu dans les établissements.

La hausse des revenus de 3,3 M\$ s'explique principalement par l'augmentation des tarifs prévue en 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les dépenses sont établies sur la base des montants requis pour les opérations commerciales de la Sépaq, pour la mission mandataire qui lui est confiée, ainsi que pour les intérêts sur le service de la dette.

La hausse des dépenses de 3,3 M\$ s'explique par l'augmentation de la dépense d'amortissement de 1,4 M\$ liée à la mise en service d'immobilisations, par l'augmentation de 0,6 M\$ de frais d'intérêts occasionnée par la majoration de la dette et par la prise en charge des frais de 0,7 M\$ du site de l'ancien Jardin zoologique.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements de la Sépaq sont composés des immobilisations réalisées dans le cadre de divers financements subventionnés, des projets à rendement financier réalisés avec une prise en participation du ministère des Finances, ainsi que des projets de maintien de ses actifs réalisés à même ses liquidités. Le montant prévu pour 2015-2016 a été établi en fonction de la réalisation des projets d'investissements qui sont tributaires notamment des conditions météorologiques et des autorisations de conformité diverses devant être obtenues.

Le niveau des investissements prévus pour 2015-2016 augmentera de 11,2 M\$. Cette hausse s'explique principalement par la réalisation des projets subventionnés dans le cadre du programme d'accélération des infrastructures.

Société des établissements de plein air du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	27 721,4	26 287,0
Autres revenus	100 103,0	98 221,0
Total des revenus	127 824,4	124 508,0
Total des dépenses	127 231,4	123 936,0
Surplus (déficit) de l'exercice	593,0	572,0
Surplus (déficit) cumulé au début	50 308,0	49 736,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	50 901,0	50 308,0
Investissements	63 340,0	52 141,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(175 284,0)	(141 095,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(175 284,0)	(141 095,0)

Justice

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Commission des services juridiques	177 344,6	181 564,6
Fonds d'aide aux recours collectifs	1 916,8	4 207,5
Office des professions du Québec	10 175,4	10 885,4
Société québécoise d'information juridique	14 554,2	14 466,1
Total	203 991,0	211 123,6

Commission des services juridiques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Commission des services juridiques est l'organisme chargé d'appliquer la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (RLRQ, chapitre A-14). Elle veille à ce que l'aide juridique soit fournie de façon cohérente et uniforme sur l'ensemble du territoire québécois par les centres régionaux aux personnes financièrement admissibles tout en s'assurant de la gestion efficace de ses ressources.

De plus, depuis 2010, par l'ajout du chapitre III de la loi, elle fournit certains autres services juridiques, notamment lorsque le droit aux services d'un avocat rémunéré par l'État a été reconnu par une ordonnance judiciaire.

Plus récemment, la Loi favorisant l'accès à la justice en instituant le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (RLRQ, chapitre A-2.02), sanctionnée le 15 juin 2012, a créé deux nouveaux services offerts et disponibles à toute la population du Québec.

Le Service d'aide à l'homologation (SAH) a été ajouté au panier de services offerts dans le cadre de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques depuis le 10 octobre 2013.

Depuis le 1^{er} avril 2014, la Commission des services juridiques a le mandat de gérer des Services administratifs de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (SARPA).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions des revenus de la Commission s'établissent à 177,3 M\$ en 2015-2016, soit 13,6 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015. Cette augmentation provient de l'effet combiné de diverses mesures dont les principales sont la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique et le rétablissement du financement de base de la Commission.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Commission s'établissent à 181,6 M\$ en 2015-2016, soit 8,4 M\$ de plus que la dépense probable 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique, l'impact du dernier renouvellement du tarif des avocats de la pratique privée et une augmentation des dépenses engendrées par le chapitre III de la loi.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 1,5 M\$ pour 2015-2016, soit le même niveau que les investissements probables 2014-2015. Ces dépenses permettent notamment de maintenir à niveau le parc informatique.

Commission des services juridiques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	174 844,6	159 667,1
Autres revenus	2 500,0	4 000,0
Total des revenus	177 344,6	163 667,1
Total des dépenses	181 564,6	173 242,5
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 220,0)	(9 575,4)
Surplus (déficit) cumulé au début	13 867,5	23 442,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	9 647,5	13 867,5
Investissements	1 452,9	1 452,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Fonds d'aide aux recours collectifs

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds d'aide aux recours collectifs a pour mandat d'assurer le financement des recours collectifs en première instance et en appel, devant la Cour d'appel du Québec ou la Cour suprême du Canada, ainsi que de diffuser des informations relatives à l'exercice de ces recours.

Les revenus du Fonds proviennent de la subvention versée par la ministre de la Justice pour assurer son fonctionnement, et par des revenus de subrogation de même que des reliquats et des réclamations liquidées perçues en application du Code civil du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du Fonds d'aide aux recours collectifs s'établissent à 1,9 M\$, soit le même niveau que les revenus probables de l'exercice 2014-2015.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du Fonds d'aide aux recours collectifs s'établissent à 4,2 M\$ en 2015-2016. La hausse de 0,3 M\$ est attribuable à l'augmentation du financement de certains recours collectifs.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun investissement n'est prévu en 2015-2016 et aucun investissement n'a été effectué en 2014-2015.

Fonds d'aide aux recours collectifs

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	416,8	416,8
Autres revenus	1 500,0	1 500,0
Total des revenus	1 916,8	1 916,8
Total des dépenses	4 207,5	3 930,9
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 290,7)	(2 014,1)
Surplus (déficit) cumulé au début	11 662,7	13 676,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	9 372,0	11 662,7
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Office des professions du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office des professions du Québec est un organisme autre que budgétaire constitué en vertu du Code des professions (RLRQ, chapitre C-26) et a pour fonction de veiller à ce que chaque ordre professionnel assure la protection du public. L'Office relève du ministre responsable de l'application des lois professionnelles que le gouvernement désigne.

Les opérations de l'Office sont financées à même les contributions des membres des ordres professionnels. Ces contributions sont versées aux ordres professionnels qui en font la remise à l'Office.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Office s'établissent à 10,2 M\$ en 2015-2016, soit 0,4 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015.

Cette variation s'explique essentiellement par la hausse du taux de contribution des membres des ordres professionnels qui passe de 26,40 \$ en 2014-2015 à 27,20 \$ en 2015-2016.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Office s'établissent à 10,9 M\$ en 2015-2016, soit 1,2 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015.

Cette variation découle principalement de l'adoption, le 6 juin 2013, de la Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire (L.Q. 2013, chapitre 12), lequel constitue, au sein de l'Office, un Bureau des présidents des conseils de discipline.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements en immobilisations de l'Office s'établissent à 0,4 M\$ en 2015-2016.

La hausse de 0,3 M\$ par rapport à 2014-2015 découle essentiellement de la mise en place du Bureau des présidents des conseils de discipline.

Office des professions du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	10 175,4	9 740,0
Total des revenus	10 175,4	9 740,0
Total des dépenses	10 885,4	9 640,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(710,0)	100,0
Surplus (déficit) cumulé au début	1 207,1	1 107,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	497,1	1 207,1
Investissements	375,0	60,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Société québécoise d'information juridique

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) a pour mission d'analyser, d'organiser, d'enrichir et de diffuser le droit au Québec, ce qui permet d'accompagner les professionnels dans leurs recherches de solution ainsi que l'ensemble de la population dans sa compréhension du droit.

Les revenus annuels de la SOQUIJ proviennent principalement des consultations d'informations juridiques incluant des résumés et textes intégraux de jugements, des plunitifs et des doctrines qui sont accessibles via son site de recherche juridique. Des revenus sont aussi attribuables à la vente de publications et bulletins électroniques ainsi qu'aux services, en lien avec le droit, offerts à différentes organisations.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la SOQUIJ s'établissent à 14,6 M\$ pour l'exercice 2015-2016, soit 0,6 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015, ce qui représente une hausse globale de 4,4 %.

Cette hausse s'explique notamment par une prévision d'augmentation de la consultation des banques attribuables à un nouveau portail mis en ligne au début de l'année 2015 ainsi que par l'obtention de nouveaux contrats avec certaines municipalités permettant d'augmenter les revenus de consultations des plunitifs municipaux.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la SOQUIJ s'établissent à 14,5 M\$ pour l'exercice 2015-2016, soit un niveau comparable à la dépense probable 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements en immobilisations pour l'exercice 2015-2016 s'établissent à 1,1 M\$, soit sensiblement le même niveau que pour l'exercice financier 2014-2015. Les investissements prévus pour 2015-2016 se composent essentiellement d'équipements informatiques ainsi que de développements informatiques qui permettront d'améliorer le traitement des informations.

Société québécoise d'information juridique

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	14 554,2	13 939,9
Total des revenus	14 554,2	13 939,9
Total des dépenses	14 466,1	14 425,9
Surplus (déficit) de l'exercice	88,1	(486,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 719,9	2 205,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 808,0	1 719,9
Investissements	1 084,2	1 142,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Relations internationales et Francophonie

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 006,8	2 071,0
Office Québec-Monde pour la jeunesse	5 043,2	5 115,8
Total	7 050,0	7 186,8

Office Québec-Amériques pour la jeunesse

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux des autres peuples des Amériques, en vue de favoriser la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

Plus particulièrement, il est chargé d'établir des contacts avec des organismes publics ou privés des pays des Amériques, en vue d'élaborer, en partenariat avec ces organismes, des programmes d'échanges et de coopération accessibles aux jeunes de tous les milieux. Ces programmes ont en commun de comporter des activités formatrices sur le plan personnel, académique ou professionnel, telles que des séminaires, des stages en milieu de travail et des productions culturelles.

Il peut également accorder son soutien financier ou technique à la conception et à la réalisation de projets de coopération dont l'initiative provient du milieu.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'OQAJ s'établissent à 2,0 M\$ en 2015-2016, en baisse de 0,4 M\$ par rapport aux revenus probables 2014-2015. Cette baisse est principalement attribuable à la réduction du soutien financier des divers partenaires.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'OQAJ s'établissent à 2,1 M\$ en 2015-2016, en baisse de 0,2 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015 compte tenu, tel que mentionné précédemment, de la réduction du soutien financier des divers partenaires.

LES INVESTISSEMENTS

Aucun montant n'est prévu pour les investissements.

Office Québec-Amériques pour la jeunesse

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	1 415,3	1 459,0
Autres revenus	591,5	990,6
Total des revenus	2 006,8	2 449,6
Total des dépenses	2 071,0	2 347,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(64,2)	102,3
Surplus (déficit) cumulé au début	433,7	331,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	369,5	433,7
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Office Québec-Monde pour la jeunesse

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ) a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux de territoires et de pays que le ministre lui indique et qui ne sont pas couverts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse, l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse ou l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse. Ces relations ont pour objet de favoriser chez ces jeunes la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

Plus particulièrement, l'OQMJ est chargé d'établir des contacts avec des organismes publics ou privés de ces territoires et de ces pays en vue d'élaborer, en partenariat avec ces organismes, des programmes d'échange et de coopération accessibles aux jeunes de tous les milieux. Les programmes d'échange et de coopération ont en commun de comporter des activités formatrices sur le plan personnel, académique ou professionnel, telles que des séminaires, des stages en milieu de travail et des productions culturelles.

L'OQMJ peut également apporter son soutien financier ou technique à la conception et la réalisation de projets de coopération dont l'initiative provient du milieu.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'OQMJ s'établissent à 5,0 M\$ en 2015-2016, en baisse de 0,7 M\$ par rapport aux revenus probables 2014-2015. Cette baisse est principalement attribuable à la réduction du soutien financier des divers partenaires.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'OQMJ s'établissent à 5,1 M\$ en 2015-2016, en baisse de 0,7 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015 compte tenu, tel que mentionné précédemment, de la réduction du soutien financier des divers partenaires.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,03 M\$, soit le même niveau que les investissements probables 2014-2015.

Office Québec-Monde pour la jeunesse

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	1 082,0	1 115,5
Autres revenus	3 961,2	4 591,2
Total des revenus	5 043,2	5 706,7
Total des dépenses	5 115,8	5 814,7
Surplus (déficit) de l'exercice	(72,6)	(108,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	912,5	1 020,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin	839,9	912,5
Investissements	30,0	30,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(286,6)	(327,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(286,6)	(327,0)

Santé et Services sociaux

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Corporation d'urgences-santé	127 255,8	127 255,8
Fonds de l'assurance médicaments	3 573 493,0	3 573 493,0
Héma-Québec	426 792,7	426 792,7
Institut national de santé publique du Québec	68 029,2	68 929,2
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	15 439,5	15 439,5
Régie de l'assurance maladie du Québec	11 761 624,0	11 761 624,0
Total	15 972 634,2	15 973 534,2

Corporation d'urgences-santé

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Corporation d'urgences-santé a pour mission de planifier, d'organiser et de coordonner l'organisation des services préhospitaliers d'urgence sur son territoire, y compris la mise en place d'un service de premiers répondants. Elle exerce également les fonctions d'exploiter un centre de communication santé et un service ambulancier. Les revenus proviennent principalement d'une subvention du ministère et de revenus de facturations pour les transports ambulanciers.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions de revenus.

LES DÉPENSES

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions de dépenses.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements augmenteront de 5,0 M\$ en 2015-2016 relativement au renouvellement des différents actifs de la Corporation.

Corporation d'urgences-santé

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	95 076,8	94 082,7
Autres revenus	32 179,0	32 179,0
Total des revenus	127 255,8	126 261,7
Total des dépenses	127 255,8	127 093,5
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(831,8)
Surplus (déficit) cumulé au début	146,1	977,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	146,1	146,1
Investissements	7 900,6	2 860,5
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(214,0)	(634,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(9 771,8)	(10 114,4)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(9 985,8)	(10 748,4)

Fonds de l'assurance médicaments

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Le Fonds de l'assurance médicaments (FAM) a été institué en vertu de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5). Il a pour but d'assumer le coût des médicaments et des services pharmaceutiques fournis à toute personne admissible qui n'a pas accès à un régime d'assurance collective ou d'avantages sociaux.

Ses sources de revenus sont les primes des personnes assurées et le fonds général du fonds consolidé du revenu afin de compenser pour les personnes exonérées du paiement de primes.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du FAM s'établissent à 3 573,5 M\$ en 2015-2016, soit 55,4 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015.

La variation s'explique principalement par une hausse des revenus de primes prenant en compte les paramètres d'indexation.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du FAM s'établissent à 3 573,5 M\$ en 2015-2016, soit 55,4 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015.

La variation s'explique principalement par une augmentation des coûts relatifs à la consommation de médicaments et de services pharmaceutiques.

LES INVESTISSEMENTS

Le Fonds ne réalise aucun investissement.

Fonds de l'assurance médicaments

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 524 299,9	2 531 960,3
Autres revenus	1 049 193,1	986 175,6
Total des revenus	3 573 493,0	3 518 135,9
Total des dépenses	3 573 493,0	3 518 135,9
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements	-	-
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(929 556,2)	(902 346,5)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(929 556,2)	(902 346,5)

Héma-Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Héma-Québec a pour mission de répondre avec efficacité aux besoins de la population québécoise en sang et ses dérivés, en tissus humains, en sang de cordon, en lait maternel et en produits cellulaires sécuritaires et de qualité optimale tout en développant et en offrant une expertise et des services spécialisés et novateurs dans le domaine des produits biologiques humains.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

L'accroissement des prévisions de revenus de 43,3 M\$ s'explique par une augmentation prévue de la demande de consommation des hôpitaux en produits sanguins, soit 6,6 M\$ attribuables aux produits labiles et 36,7 M\$ aux produits stables et autres produits.

LES DÉPENSES

L'accroissement des prévisions de dépenses de 43,3 M\$ s'explique par une augmentation prévue de la demande de consommation des hôpitaux en produits sanguins, soit 6,6 M\$ attribuables aux produits labiles et 36,7 M\$ aux produits stables et autres produits.

LES INVESTISSEMENTS

L'accroissement des investissements prévus est attribuable principalement à la construction du complexe C-LAVIE, situé sur le site de l'espace Michelet à Québec, nécessaire au développement en production cellulaire industrielle.

Héma-Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	36 141,5	36 083,7
Autres revenus	390 651,2	347 447,9
Total des revenus	426 792,7	383 531,6
Total des dépenses	426 792,7	383 531,6
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	3 500,0	17 621,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 500,0	3 500,0 *
Investissements	33 240,0	16 091,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(79 860,0)	(54 647,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(79 860,0)	(54 647,0)

* La variation du surplus cumulé est reliée principalement aux activités de couverture de change en devises américaines et des activités d'opération.

Institut national de santé publique du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) a pour mission de soutenir le ministre de la Santé et des Services sociaux et les autorités régionales de santé publique dans l'exercice de leur mission. La responsabilité d'administrer les laboratoires, dont les travaux d'expertise sont utiles à l'ensemble du réseau de la santé et des services sociaux, lui est également confiée.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

L'écart entre les prévisions de revenus 2015-2016 et les revenus probables 2014-2015 de l'INSPQ est non significatif.

LES DÉPENSES

L'écart entre les prévisions de dépenses 2015-2016 et les dépenses probables 2014-2015 de l'INSPQ est non significatif.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'INSPQ s'établissent à 3,0 M\$ en 2015-2016. La hausse de 0,4 M\$ est attribuable principalement au remplacement d'un Système de gestion de l'information de laboratoires.

Institut national de santé publique du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	56 703,2	52 103,5
Autres revenus	11 326,0	16 611,2
Total des revenus	68 029,2	68 714,7
Total des dépenses	68 929,2	69 082,3
Surplus (déficit) de l'exercice	(900,0)	(367,6)
Surplus (déficit) cumulé au début	10 868,3	11 235,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	9 968,3	10 868,3
Investissements	2 950,0	2 542,2
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(15 600,0)	(13 500,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(15 600,0)	(13 500,0)

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (INESSS) a pour mission de promouvoir l'excellence clinique et l'utilisation efficace des ressources dans le secteur de la santé et des services sociaux.

L'INESSS évalue notamment les avantages cliniques et les coûts des technologies, des médicaments et des interventions en santé et en services sociaux personnels. Il émet des recommandations quant à leur adoption, à leur utilisation ou à leur couverture par le régime public, et il élabore des guides de pratique clinique afin d'en assurer l'usage optimal.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions de revenus.

LES DÉPENSES

Il n'y a pas de variation significative concernant les prévisions de dépenses.

LES INVESTISSEMENTS

L'INESSS n'envisage aucune transaction d'investissement significative en 2015-2016.

Institut national d'excellence en santé et en services sociaux

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	15 349,5	15 466,7
Autres revenus	90,0	85,0
Total des revenus	15 439,5	15 551,7
Total des dépenses	15 439,5	15 109,8
Surplus (déficit) de l'exercice	-	441,9
Surplus (déficit) cumulé au début	4 374,4	4 212,5
Surplus (déficit) cumulé à la fin*	4 124,4	4 374,4
Investissements	70,0	138,7
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

* Incluant des ajustements au surplus cumulé.

Régie de l'assurance maladie du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) a pour fonction d'administrer les régimes publics d'assurance maladie et d'assurance médicaments ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement du Québec lui confie. Elle informe la population, gère l'admissibilité des personnes, rémunère les professionnels de la santé et assure une circulation sécuritaire de l'information.

Ses revenus proviennent principalement du Fonds des services de santé, du Fonds de l'assurance médicaments, du fonds général du fonds consolidé du revenu, de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et des ententes réciproques avec d'autres provinces.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la RAMQ s'établissent à 11 761,6 M\$ en 2015-2016, soit 375,4 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015.

La variation s'explique principalement par une hausse de 315,1 M\$ des crédits octroyés par le Ministère et par une hausse de 53,7 M\$ des revenus provenant du Fonds de l'assurance médicaments. Ces revenus supplémentaires servent à financer la croissance des dépenses.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la RAMQ s'établissent à 11 761,6 M\$ en 2015-2016, soit 375,4 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015.

La variation s'explique principalement par des hausses de 297,4 M\$ des coûts relatifs aux services médicaux, de 53,7 M\$ pour les médicaments et les services pharmaceutiques ainsi que de 25,7 M\$ pour les coûts des programmes confiés à la RAMQ tels que l'assurance hospitalisation hors Québec et les résidents en médecine.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions dans les investissements de la RAMQ s'établissent à 50,6 M\$ en 2015-2016, soit 31,3 M\$ de plus que les investissements probables 2014-2015.

La variation s'explique principalement par des investissements dans la rénovation du siège social à hauteur de 15,2 M\$ et le développement de divers projets informatiques pour un montant de 14,8 M\$.

Régie de l'assurance maladie du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	7 924 848,1	7 609 784,3
Autres revenus	3 836 775,9	3 776 471,9
Total des revenus	11 761 624,0	11 386 256,2
Total des dépenses	11 761 624,0	11 386 256,2
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-
Investissements	50 550,6	19 238,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(66 004,1)	(76 243,8)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(66 004,1)	(76 243,8)

Sécurité publique

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
École nationale de police du Québec	34 428,2	36 928,2
École nationale des pompiers du Québec	2 145,8	2 218,1
Total	36 574,0	39 146,3

École nationale de police du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'École nationale de police du Québec a pour mission, en tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration des activités relatives à la formation policière, d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence de cette dernière. Sa mission est aussi d'effectuer de la recherche, de conseiller, d'encourager et de faciliter l'échange d'expertise en matière de formation policière.

L'École nationale de police du Québec assure en exclusivité la formation initiale des compétences des policiers québécois dans les domaines de la patrouille-gendarmerie, de l'enquête et de la gestion policière. Elle offre des activités de perfectionnement professionnel aux corps de police du Québec et de formation sur mesure aux diverses clientèles du milieu de la sécurité publique. Enfin, elle conseille en matière de formation professionnelle, favorise la concertation des diverses institutions offrant de la formation policière et effectue des recherches et des études dans son domaine d'activité.

Les revenus de l'École nationale de police du Québec proviennent des contributions annuelles des corps de police, des frais de scolarité fixés par règlement, des frais ou honoraires qu'elle fixe en contrepartie de ses autres services ainsi que de la subvention du ministère de la Sécurité publique, laquelle est affectée au coût du loyer.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 34,4 M\$ pour l'exercice financier 2015-2016, en baisse de 0,8 M\$ par rapport aux revenus probables 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par la diminution de la subvention du ministère de la Sécurité publique en lien avec les mesures gouvernementales de contrôle des dépenses applicables aux organismes autres que budgétaires.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 36,9 M\$ pour l'exercice financier 2015-2016, en hausse de 1,1 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par les coûts relatifs à la construction d'un nouveau pavillon de formation.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 0,8 M\$ pour l'exercice financier 2015-2016, en baisse de 0,8 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette variation s'explique par la révision du plan quinquennal des immobilisations.

École nationale de police du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	4 171,7	5 882,1
Autres revenus	30 256,5	29 345,2
Total des revenus	34 428,2	35 227,3
Total des dépenses	36 928,2	35 874,9
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 500,0)	(647,6)
Surplus (déficit) cumulé au début	4 094,3	4 741,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 594,3	4 094,3
Investissements	783,6	1 555,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

École nationale des pompiers du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'École nationale des pompiers du Québec a pour mission de veiller à la pertinence, à la qualité et à la cohérence de la formation professionnelle qualifiante des pompiers et des autres membres du personnel municipal travaillant en sécurité incendie. À ce titre, elle conseille en matière de formation professionnelle, favorise la concertation des diverses institutions offrant de la formation au personnel municipal travaillant en sécurité incendie et effectue des recherches et des études dans son domaine d'activité.

Les revenus de l'École nationale des pompiers du Québec proviennent des frais de scolarité fixés par règlement, des frais ou honoraires qu'elle fixe en contrepartie de ses autres services ainsi que de la subvention du ministère de la Sécurité publique.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus s'établissent à 2,1 M\$ pour l'exercice financier 2015-2016, en hausse de 0,3 M\$ par rapport aux revenus probables 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par la hausse des revenus de formation ainsi que par la diminution de la subvention du ministère de la Sécurité publique en lien avec les mesures gouvernementales de contrôle des dépenses applicables aux organismes autres que budgétaires.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses s'établissent à 2,2 M\$ pour l'exercice financier 2015-2016, en hausse de 0,3 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par le comblement de postes qui étaient vacants en 2014-2015.

LES INVESTISSEMENTS

Le niveau d'investissements pour l'exercice financier 2015-2016 est légèrement à la hausse par rapport à celui de 2014-2015.

École nationale des pompiers du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	406,0	456,0
Autres revenus	1 739,8	1 430,0
Total des revenus	2 145,8	1 886,0
Total des dépenses	2 218,1	1 883,2
Surplus (déficit) de l'exercice	(72,3)	2,8
Surplus (déficit) cumulé au début	519,9	517,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	447,6	519,9
Investissements	42,0	10,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Tourisme

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Régie des installations olympiques	42 037,8	45 533,6
Société du Centre des congrès de Québec	23 383,7	27 234,6
Société du Palais des congrès de Montréal	58 496,2	57 198,0
Total	123 917,7	129 966,2

Régie des installations olympiques

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Création architecturale audacieuse, le Parc olympique a été construit pour la présentation des Jeux olympiques d'été de 1976. Depuis son inauguration, il a accueilli plus de cent millions de visiteurs, que ce soit pour admirer la ville de Montréal au sommet de la plus haute tour inclinée au monde, pour assister à un événement présenté au Stade, pour s'entraîner au Centre sportif, qui est aussi l'hôte de compétitions d'envergure nationale et internationale, ou encore pour participer à une activité extérieure sur l'Esplanade Financière Sun Life.

Son quadrilatère, en considérant ses installations et sa centaine de partenaires sur le site, est fréquenté par quatre millions de visiteurs chaque année. Générateur de plus de 2 500 emplois et symbole international de Montréal, le Parc olympique se positionne comme étant un important moteur de développement économique et touristique.

Ouvert sur le monde et en harmonie avec sa communauté environnante qu'est l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, le Parc olympique aspire à devenir un parc urbain moderne, un site récréotouristique unique où se côtoient création, découvertes, divertissement et activité physique.

Mission

Exploiter tout le potentiel du Parc olympique, en complémentarité avec ses partenaires et la communauté environnante, en assurant la protection et la mise en valeur du patrimoine architectural.

Les revenus du Parc olympique sont composés de revenus autonomes provenant de l'exploitation du Stade, du Centre sportif et de la Tour de Montréal ainsi que d'une subvention du gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus du Parc olympique s'établissent à 42,0 M\$ en 2015-2016, soit 2,2 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015. L'augmentation s'explique en grande partie par la réouverture du Centre sportif qui était fermé en 2014-2015 pour fins de rénovations majeures ainsi que par la variation de la subvention attribuable au financement du Plan d'immobilisations. Une subvention non récurrente a également été versée en 2014-2015 à titre de compensation pour des dépenses encourues à la suite d'un règlement de litige.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses du Parc olympique s'établissent à 45,5 M\$ en 2015-2016, soit 2,7 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015. L'écart s'explique principalement par l'augmentation des dépenses d'amortissement des immobilisations subventionnées (3,8 M\$) compensée par la non-réurrence d'une dépense relative à un règlement de réclamation en 2014-2015. De plus, la réouverture du Centre sportif, fermé pendant les rénovations de 2014-2015, générera des charges d'opération additionnelles en 2015-2016.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements du Parc olympique s'établissent à 33,5 M\$ en 2015-2016, soit 21,5 M\$ de moins qu'en 2014-2015. Cette baisse est essentiellement attribuable à la fin des travaux de l'Institut national du sport du Québec (9,0 M\$) ainsi qu'à la baisse des investissements du Plan d'immobilisations (14,0 M\$), la majorité des investissements du Plan étant réalisés.

Régie des installations olympiques

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	21 449,0	22 297,8
Autres revenus	20 588,8	17 531,8
Total des revenus	42 037,8	39 829,6
Total des dépenses	45 533,6	42 852,5
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 495,8)	(3 022,9)
Surplus (déficit) cumulé au début	8 225,8	11 248,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 730,0	8 225,8
Investissements	33 520,0	55 011,1
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(105 789,0)	(73 247,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(105 789,0)	(73 247,0)

Société du Centre des congrès de Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La mission de la Société du Centre des congrès de Québec (Société) est de solliciter la venue de congrès, de réunions et d'expositions d'envergure en offrant un centre de congrès de calibre international de manière à positionner la région de Québec comme destination d'excellence pour les événements d'affaires et ainsi contribuer à son activité économique. Les sources de revenus de la Société sont les suivantes : une subvention d'équilibre provenant du gouvernement du Québec et des revenus autonomes résultant des opérations du Centre des congrès de Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

L'écart entre les revenus de 2014-2015 et de 2015-2016 s'explique par la diminution du nombre d'événements pour 2015-2016. Les événements importants sont en alternance d'une ville à l'autre et ne reviennent pas à tous les ans, ce qui amène une diminution de revenus dans l'année où ces événements ne se tiennent pas à Québec.

LES DÉPENSES

L'écart entre 2014-2015 et 2015-2016 s'explique par l'agrandissement du Centre des congrès, qui génère des dépenses supplémentaires en énergie, en chauffage, en entretien et en réparation.

LES INVESTISSEMENTS

En tant que propriétaire du Centre des congrès de Québec, la Société doit investir dans ses immobilisations afin de maintenir ses actifs et d'offrir à ses clients des installations en mesure de concurrencer les autres centres de congrès à travers le monde.

La réduction des investissements en 2015-2016 résulte de la fin des travaux d'agrandissement du Centre des congrès en 2014-2015.

Société du Centre des congrès de Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	16 276,7	16 013,4
Autres revenus	7 107,0	8 131,9
Total des revenus	23 383,7	24 145,3
Total des dépenses	27 234,6	26 428,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 850,9)	(2 282,7)
Surplus (déficit) cumulé au début	28 115,1	30 397,8
Surplus (déficit) cumulé à la fin	24 264,2	28 115,1
Investissements	1 021,0	2 828,6
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(70 343,9)	(73 660,2)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(70 343,9)	(73 660,2)

Société du Palais des congrès de Montréal

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Société du Palais des congrès de Montréal (Société) contribue à l'essor économique, touristique et hôtelier de la région de Montréal et de l'ensemble du Québec.

Le Palais des congrès de Montréal a pour mission de solliciter et d'accueillir des congrès, des expositions, des conférences, des réunions et d'autres événements. Institution publique à vocation commerciale, le Palais génère d'importantes retombées économiques et intellectuelles pour le Québec et contribue au rayonnement international de Montréal à titre de destination de premier choix.

Les principales sources de revenus autonomes de la Société proviennent de la location d'espaces, de redevances provenant de fournisseurs exclusifs et officiels et de la vente de services (aménagement, manutention, électricité, plomberie, audiovisuels et télécommunications).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

La Société prévoit pour 2015-2016 une croissance des revenus autonomes de 3,5 %, avec un taux d'occupation de ses espaces locatifs en progression de 5,1 %, principalement au niveau des congrès.

LES DÉPENSES

La hausse des dépenses sera de 1,6 % en 2015-2016. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation des dépenses d'amortissement des immobilisations.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements seront de 1,0 M\$ pour 2015-2016, soit 6,2 M\$ de moins qu'en 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par la fin des travaux d'aménagement d'une nouvelle salle d'exposition dans la galerie commerciale du Palais des congrès.

Société du Palais des congrès de Montréal

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	33 723,3	33 377,5
Autres revenus	24 772,9	23 850,3
Total des revenus	58 496,2	57 227,8
Total des dépenses	57 198,0	56 315,5
Surplus (déficit) de l'exercice	1 298,2	912,3
Surplus (déficit) cumulé au début	3 474,6	2 562,3
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 772,8	3 474,6
Investissements	1 013,7	7 153,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(220 843,4)	(233 646,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(220 843,4)	(233 646,0)

Transports

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Agence métropolitaine de transport	545 489,0	560 752,6
Société de l'assurance automobile du Québec	255 481,0	241 398,0
Société des Traversiers du Québec	125 345,1	128 949,0
Total	926 315,1	931 099,6

Agence métropolitaine de transport

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Agence métropolitaine de transport (AMT) est une personne morale de droit public, mandataire du gouvernement du Québec, créée en vertu de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (RLRQ, chapitre A-7.02), qui a commencé ses activités le 1^{er} janvier 1996.

Conformément à la loi, l'AMT gère, exploite et finance notamment les services de trains de banlieue, les autobus express métropolitains et les équipements métropolitains. Elle planifie, réalise et exécute tout prolongement du réseau du métro.

Sur le plan financier, l'AMT soutient les organismes de transport de la région de Montréal et établit la tarification métropolitaine et les modalités de partage de recettes métropolitaines entre les organismes de transport. L'AMT exerce ses compétences régionales sur son territoire qui est constitué de celui de la Communauté métropolitaine de Montréal, de la ville de Saint-Jérôme et de la réserve indienne de Kahnawake. Sa mission est d'accroître les services de transport collectif afin d'améliorer l'efficacité des déplacements des personnes dans la région métropolitaine de Montréal. L'AMT utilise et entretient l'infrastructure ferroviaire appartenant à d'autres sociétés de chemin de fer et est tributaire de celles-ci pour le contrôle de la circulation des trains.

Le fonds d'exploitation de l'AMT est alimenté par les revenus provenant des automobilistes : droit d'immatriculation (30 \$ pour les véhicules de promenade) et taxe sur l'essence (0,03 \$ le litre d'essence dont la moitié doit obligatoirement être remise aux organismes de transport en vertu d'un décret gouvernemental), ainsi que par des contributions des municipalités desservies par les services offerts par l'AMT et des revenus provenant de la tarification de ses services auprès des usagers.

Le fonds d'immobilisations est financé par des contributions représentant 0,01 \$ par 100 \$ de la valeur de la richesse foncière uniformisée des municipalités se trouvant sur son territoire. Il est également financé par des subventions provenant en très grande partie du Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes du ministère des Transports du Québec (MTQ).

Depuis 2013, l'AMT applique la norme comptable sur les paiements de transfert, ce qui a un impact sur la comptabilisation des revenus de subventions.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

En vertu de sa loi constitutive, l'AMT doit déposer à chaque année un budget en équilibre pour son fonds d'exploitation. Ce budget peut être équilibré par l'utilisation des surplus cumulés du fonds. Le budget 2015 du fonds d'exploitation a été approuvé par le conseil d'administration de l'AMT en novembre 2014. Il présente une position en déséquilibre qui est compensée par les surplus cumulés.

Pour ce qui est du fonds d'immobilisations, l'AMT n'a pas l'obligation de déposer son budget en équilibre, mais elle doit s'assurer que les liquidités sont présentes avant d'engager une dépense.

LES REVENUS

Pour l'année 2015-2016, les prévisions de revenus de l'AMT s'établissent à 545,5 M\$, soit 40,8 M\$ de moins que les revenus probables 2014-2015. La variation prévue pour 2015-2016 par rapport à 2014-2015 est notamment expliquée par le remboursement des subventions relatives à la cession du métro de Laval, en partie compensé par des augmentations à d'autres postes de revenus, soit une année complète de revenus du train de l'Est, une augmentation de la contribution des municipalités au fonds d'immobilisations, ainsi qu'une augmentation des revenus de subvention.

LES DÉPENSES

Pour l'année 2015-2016, les prévisions de dépenses de l'AMT s'établissent à 560,8 M\$, soit 86,1 M\$ de moins que les dépenses probables 2014-2015. Cette variation s'explique essentiellement par le remboursement au MTQ des subventions reçues pour le métro de Laval. Cette diminution est compensée en partie par une augmentation des coûts d'exploitation des trains, principalement par l'impact d'une pleine année d'opération du train de l'Est, par l'augmentation de la dépense d'amortissement provenant des actifs au train de l'Est et par le coût non récurrent d'études en 2015-2016, principalement lié au prolongement du métro.

LES INVESTISSEMENTS

Les investissements varient en fonction du cycle de vie des projets. Une partie importante des dépenses en immobilisations en 2014-2015 provient du projet du train de l'Est. Ce projet prendra fin en 2015-2016 avec la finition de certaines gares sur l'île de Montréal. Outre ce projet, l'exercice 2015-2016 prévoit, entre autres, des investissements pour le service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, les centres d'entretien de Lachine et Pointe-Saint-Charles, l'acquisition de nouvelles voitures de trains, des améliorations sur les infrastructures ferroviaires et le développement de nouvelles voies réservées.

Agence métropolitaine de transport

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
<hr/>		
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	545 489,0	586 316,0
Total des revenus	545 489,0	586 316,0
Total des dépenses	560 752,6	646 849,4
Surplus (déficit) de l'exercice	(15 263,6)	(60 533,4)
Surplus (déficit) cumulé au début	15 263,6	75 797,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	15 263,6
Investissements	361 666,4	298 400,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(2 238 763,4)	(1 722 792,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(2 238 763,4)	(1 722 792,0)

Société de l'assurance automobile du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Mission et mandats

La Société de l'assurance automobile du Québec (Société) a pour mission de protéger la personne contre les risques liés à l'usage de la route. À cette fin :

- Elle mène des actions de promotion de la sécurité routière et de prévention;
- Elle fixe les contributions d'assurance et gère le patrimoine fiduciaire;
- Elle gère l'accès au réseau routier (le permis de conduire et l'immatriculation des véhicules);
- Elle surveille et contrôle le transport routier des personnes et des biens;
- Elle indemnise les personnes accidentées de la route et facilite leur réadaptation.

La Société exécute également tout autre mandat qui lui est confié par la loi ou à la suite d'une entente avec le gouvernement ou l'un de ses ministères ou organismes ou la Ville de Montréal.

Clientèle

Toutes les personnes physiques et morales du Québec sont susceptibles de bénéficier des services de la Société, souvent à plus d'un titre, que ce soit en matière d'assurance, de sécurité routière et de contrôle routier.

Source de revenus

Les prévisions budgétaires présentées ci-dessous n'incluent pas les activités de nature fiduciaire du Fonds d'assurance automobile du Québec, car ces dernières sont exclues du périmètre comptable du gouvernement.

La Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec (RLRQ, chapitre S-11.011) prévoit que la Société peut percevoir des frais pour l'immatriculation d'un véhicule et la délivrance d'un permis de conduire.

À l'égard des mandats qui sont confiés à la Société par la loi ou à la suite d'une entente, des ententes en prévoient le financement.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la Société s'établissent à 255,5 M\$ en 2015-2016, soit 5,6 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015.

La variation s'explique principalement par l'indexation de la tarification et la croissance des volumes.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la Société s'établissent à 241,4 M\$ en 2015-2016, soit une hausse de moins de 1 % par rapport aux dépenses probables 2014-2015. Ces prévisions permettent de faire face à une hausse soutenue de la clientèle de 2 % par année.

Cette croissance limitée est possible en raison de gains de productivité obtenus à la suite de la révision des façons de faire.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la Société s'établissent à 66,1 M\$ en 2015-2016. La hausse de 20,7 M\$ est principalement attribuable aux investissements en technologies de l'information.

Société de l'assurance automobile du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	8 500,0	8 500,0
Autres revenus	246 981,0	241 431,0
Total des revenus	255 481,0	249 931,0
Total des dépenses	241 398,0	239 398,0
Surplus (déficit) de l'exercice	14 083,0	10 533,0
Surplus (déficit) cumulé au début	(197 746,0)	(208 279,0)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(183 663,0)	(197 746,0)
Investissements	66 110,0	45 422,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(303 298,0)	(271 707,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(303 298,0)	(271 707,0)

Société des Traversiers du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La mission de la Société des Traversiers du Québec (STQ) est d'assurer la mobilité des personnes et des marchandises par des services de transport maritime de qualité, sécuritaires et fiables. Par ses activités, la STQ contribue à la prospérité de la population québécoise et lui permet de tisser des liens sur le vaste territoire qui borde le majestueux fleuve Saint-Laurent.

Les revenus annuels de la STQ proviennent d'une partie du produit des services qu'elle offre aux usagers du transport maritime et d'une affectation à partir des crédits du ministère des Transports du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de la STQ s'établissent à 125,3 M\$ en 2015-2016, soit 12,6 M\$ de plus que les revenus probables 2014-2015.

La variation s'explique principalement par une hausse de la contribution du ministère des Transports et de l'augmentation des revenus de transport à la traverse de Matane et des activités accessoires avec l'entrée en opération du nouveau navire.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de la STQ s'établissent à 128,9 M\$ en 2015-2016, soit 10,7 M\$ de plus que les dépenses probables 2014-2015.

La variation s'explique notamment par une hausse du service de la dette en lien avec le remboursement des dettes à long terme des projets du nouveau navire de Matane, de l'adaptation des infrastructures de Matane, de la nouvelle Gare de Lévis ainsi qu'une augmentation de la rémunération liée à la croissance des activités, laquelle est majoritairement compensée par une hausse des revenus accessoires du nouveau navire de Matane.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de la STQ s'établissent à 170,2 M\$ en 2015-2016, soit 14 % de plus que l'exercice précédent.

La variation s'explique par une hausse des investissements en lien avec la finalisation de la construction des nouveaux navires de Tadoussac et la fin des travaux d'adaptation des infrastructures de Tadoussac.

Société des Traversiers du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	97 745,1	89 245,0
Autres revenus	27 600,0	23 480,0
Total des revenus	125 345,1	112 725,0
Total des dépenses	128 949,0	118 201,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 603,9)	(5 476,0)
Surplus (déficit) cumulé au début	32 231,0	37 707,0
Surplus (déficit) cumulé à la fin	28 627,1	32 231,0
Investissements	170 229,0	149 045,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(522 792,0)	(360 845,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	(25 551,0)	(25 551,0)
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(548 343,0)	(386 396,0)

Travail, Emploi et Solidarité sociale

Prévisions des revenus et des dépenses de l'exercice financier 2015-2016 (en milliers de dollars)

Organismes autres que budgétaires	Revenus	Dépenses
Commission de la capitale nationale du Québec	17 636,1	17 636,1
Commission des normes du travail	71 923,4	63 544,9
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	30 211,7	30 216,6
Régie du bâtiment du Québec	66 806,0	62 904,6
Total	186 577,2	174 302,2

Commission de la capitale nationale du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Commission veille à ce que la capitale soit aménagée et développée en mettant en valeur ses attributs de lieu central d'exercice du pouvoir politique et administratif et de symbole national de rassemblement de tous les citoyens du Québec. Elle en assure également la promotion.

À cette fin, la Commission peut notamment, sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec :

- Contribuer à l'aménagement et à l'amélioration des édifices et équipements majeurs qui caractérisent une capitale;
- Établir des places, des parcs et jardins, des promenades, des monuments et oeuvres d'art;
- Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'architecture et du paysage;
- Contribuer à la conservation, à la mise en valeur et à l'accessibilité de places, de parcs et jardins, de promenades et voies publiques de même que de sites, ouvrages, monuments et biens historiques assurant l'embellissement ou le rayonnement de la capitale;
- Contribuer à la réalisation de travaux destinés à améliorer l'accès à la capitale.

La Commission veille aussi à l'entretien et à la mise en valeur des lieux de sépulture des premiers ministres du Québec, que ces lieux soient ou non situés sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec.

La Commission peut exceptionnellement, avec l'autorisation du gouvernement et lorsque les circonstances particulières le justifient, aménager des sites, monuments et biens historiques contribuant au rayonnement de la capitale à l'extérieur du territoire de la Communauté métropolitaine de Québec.

La Commission contribue à l'organisation et à la promotion d'activités et de manifestations à caractère historique, culturel et social destinées à mettre en valeur la capitale.

Les revenus annuels de la Commission proviennent principalement de la subvention du gouvernement du Québec.

La Commission reçoit également des contributions de partenaires ainsi que des revenus autonomes (locations de salles, stationnements, droits d'entrée, activités éducatives, redevances et revenus d'intérêts).

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions des revenus de la Commission s'établissent à 17,6 M\$ en 2015-2016, soit 1,5 M\$ de moins qu'en 2014-2015.

Cette baisse s'explique par une diminution de la subvention pour le service de dette de 0,8 M\$ ainsi que par une diminution de la subvention de fonctionnement de 0,3 M\$. De plus, la Commission prévoit une diminution de ses autres revenus de 0,4 M\$ provenant principalement de contributions de partenaires.

LES DÉPENSES

La prévision de dépenses de la Commission s'établit à 17,6 M\$ en 2015-2016, soit 1,4 M\$ de moins par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette diminution s'explique par une baisse du budget de fonctionnement de 0,3 M\$ ainsi que par une réduction des dépenses reliées à certains projets.

LES INVESTISSEMENTS

La prévision d'investissements de la Commission s'établit à 4,9 M\$ en 2015-2016, soit une hausse de 1,8 M\$. Cette hausse s'explique principalement par la deuxième phase du projet d'aménagement du sentier des Grèves (secteur Champlain) dont les coûts prévus sont de 1,3 M\$ pour 2015-2016. De plus, la Commission poursuivra les travaux majeurs dans ses parcs et espaces verts au cours de l'exercice 2015-2016.

Commission de la capitale nationale du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	16 195,7	17 275,1
Autres revenus	1 440,4	1 867,4
Total des revenus	17 636,1	19 142,5
Total des dépenses	17 636,1	19 002,4
Surplus (déficit) de l'exercice	-	140,1
Surplus (déficit) cumulé au début	33 489,5	33 349,4
Surplus (déficit) cumulé à la fin	33 489,5	33 489,5
Investissements	4 894,9	3 140,0
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(64 130,6)	(65 819,4)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	(64 130,6)	(65 819,4)

Commission des normes du travail

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

Créée par la Loi sur les normes du travail (RLRQ, chapitre N-1.1) en 1980, la Commission des normes du travail (Commission) est une personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec.

La Commission a pour mission de favoriser, par son action, des relations de travail justes et équilibrées entre les employeurs et les salariés, en conformité avec la Loi sur les normes du travail.

En vertu de l'article 5 de la Loi sur les normes du travail, la Commission exerce les fonctions suivantes :

- Informer et renseigner la population en ce qui a trait aux normes du travail;
- Informer et renseigner les salariés et les employeurs sur leurs droits et leurs obligations prévus par la Loi sur les normes du travail;
- Surveiller l'application des normes du travail et, s'il y a lieu, transmettre ses recommandations au ministre;
- Recevoir les plaintes des salariés dans la mesure prévue par cette loi et les règlements qui en découlent;
- Tenter d'amener les employeurs et les salariés à s'entendre quant à leurs mécontentements relatives à l'application de cette loi et de ces règlements.

Les revenus de la Commission proviennent principalement des cotisations des employeurs assujettis à la Loi sur les normes du travail.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Pour 2015-2016, les prévisions de revenus se chiffrent à 71,9 M\$, en hausse de 0,8 M\$ par rapport aux revenus anticipés de 2014-2015. La variation s'explique principalement par la croissance de la masse salariale assujettie à la cotisation de la Commission.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses 2015-2016 s'élèvent à 63,5 M\$, en baisse de 0,8 M\$ (1,1 %) par rapport à la dépense probable 2014-2015. Les dépenses 2015-2016 tiennent compte des cibles d'économies à l'égard du contrôle de l'effectif.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 2,6 M\$ en 2015-2016, comparativement à 2,2 M\$ pour 2014-2015.

Commission des normes du travail

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	71 923,4	71 059,9
Total des revenus	71 923,4	71 059,9
Total des dépenses	63 544,9	64 250,2
Surplus (déficit) de l'exercice	8 378,5	6 809,7
Surplus (déficit) cumulé au début	96 093,6	89 283,9
Surplus (déficit) cumulé à la fin	15 472,1 *	96 093,6
Investissements	2 633,0	2 197,3
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

* Tient compte d'une affectation de 89,0 M\$ du surplus cumulé de la Commission des normes du travail au bénéfice du Fonds des générations.

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris est constitué en vertu de la Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (RLRQ, chapitre O-2.1). Sa mission est d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu. L'Office est financé à 100 % par le gouvernement du Québec.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions de revenus de l'Office s'établissent à 30,2 M\$ en 2015-2016, soit 3,5 M\$ de plus que les revenus probables de 2014-2015.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation de la clientèle admissible au programme de sécurité du revenu.

LES DÉPENSES

Les prévisions de dépenses de l'Office s'établissent à 30,2 M\$ en 2015-2016, soit 3,5 M\$ de plus que les dépenses probables de 2014-2015.

Cette variation s'explique principalement par une augmentation de la clientèle admissible au programme de sécurité du revenu.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements de l'Office demeurent sensiblement les mêmes.

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	30 211,7	26 663,8
Autres revenus	-	-
Total des revenus	30 211,7	26 663,8
Total des dépenses	30 216,6	26 727,0
Surplus (déficit) de l'exercice	(4,9)	(63,2)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 272,5	1 335,7
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 267,6	1 272,5
Investissements	13,6	21,9
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	-	-
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	-
Solde des avances au (du) fonds général	-	-
Total	-	-

Régie du bâtiment du Québec

LA PRÉSENTATION DE L'ENTITÉ

La Régie du bâtiment du Québec (RBQ) a été instituée en 1992. Sa mission a trois volets :

- Veiller à la qualité des travaux de construction;
- Veiller à la sécurité des personnes;
- Prévenir la criminalité et lutter contre les pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction.

Les responsabilités de la RBQ s'étendent aux dix domaines suivants : bâtiment, électricité, plomberie, gaz, équipements pétroliers, appareils sous pression, ascenseurs et autres appareils élévateurs, remontées mécaniques, jeux et manèges ainsi que les lieux de baignade.

Elle est également appelée à appuyer, par réglementation, diverses politiques et orientations gouvernementales.

Elle surveille l'application de la réglementation adoptée en vertu de la Loi sur le bâtiment (RLRQ, chapitre B-1.1) et d'autres lois sectorielles dans les différents domaines techniques de sa compétence.

Elle remplit sa mission en adoptant des normes et des règlements en matière de construction, de sécurité, de garanties financières et de qualification professionnelle, en délivrant les licences conférant des droits d'exercice ainsi que des permis d'utilisation ou d'exploitation, en accordant à des professionnels la reconnaissance pour délivrer des attestations de conformité et en surveillant l'application des normes et des règlements relevant de sa compétence.

Ses revenus annuels proviennent principalement de la qualification professionnelle des entrepreneurs, de la tarification sectorielle et de l'émission de permis dans différents domaines d'activités dont le gaz, les équipements pétroliers, les installations électriques, les appareils sous pression, les installations en tuyauterie, les appareils de levage ainsi que les jeux et remontées mécaniques. Elle perçoit également des revenus d'intérêts provenant des placements, des avances ainsi que sur les excédents d'encaisse.

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

LES REVENUS

Les prévisions des revenus s'établissent à 66,8 M\$ en 2015-2016, soit 0,2 M\$ de plus que les revenus probables de 66,6 M\$ pour 2014-2015.

La variation s'explique notamment par le fait que les revenus tiennent compte d'une indexation annuelle de 1,66 % de l'ensemble des grilles tarifaires et d'une légère variation du niveau d'activités dans le secteur de la construction.

LES DÉPENSES

Les prévisions des dépenses s'établissent à 62,9 M\$ en 2015-2016, soit 0,5 M\$ de plus que les dépenses probables de 62,4 M\$ pour 2014-2015.

La variation s'explique par la hausse de 2,0 M\$ des dépenses de fonctionnement, dont 1,8 M\$ pour les services professionnels et auxiliaires attribuables principalement à la vérification des antécédents judiciaires et aux projets relatifs à l'optimisation des processus. La diminution de 1,6 M\$ de la dépense d'amortissement explique en partie le reste de l'écart.

LES INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements s'établissent à 10,5 M\$ en 2015-2016, soit 1,6 M\$ de moins que le résultat probable de 12,1 M\$ prévu pour 2014-2015. Cette variation s'explique par l'augmentation du budget de développement informatique de 0,3 M\$ et par la diminution de 1,9 M\$ en améliorations locatives et mobilier de bureau s'y rattachant.

Régie du bâtiment du Québec

Prévisions des résultats de l'exercice financier 2015-2016

(en milliers de dollars)

	Prévision des résultats 2015-2016	Résultats probables 2014-2015
Revenus		
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-
Autres revenus	66 806,0	66 596,2
Total des revenus	66 806,0	66 596,2
Total des dépenses	62 904,6	62 350,1
Surplus (déficit) de l'exercice	3 901,4	4 246,1
Surplus (déficit) cumulé au début	80 605,2	76 359,1
Surplus (déficit) cumulé à la fin	84 506,6	80 605,2
Investissements	10 532,8	12 098,8
Solde des emprunts auprès du Fonds de financement	(11 500,0)	(15 000,0)
Solde des emprunts auprès d'autres entités	-	(193,2)
Solde des avances au (du) fonds général	17 489,8	21 189,9
Total	5 989,8	5 996,7

